

Extrême droite et genre(s)



Extrême droite et genre(s)

Avant-propos

Benoît Van der Meerschen

Secrétaire général du Centre d'Action Laïque

« Probablement devrions-nous être plus attentifs aux signes avant-coureurs qui ne paient pas de mine (...) or on ne prend pas le temps d'écouter son intuition ni de repérer les signaux les plus faibles, ce qui est regrettable. »

Eric Faye, *Il suffit de traverser la rue*, Babelio, 2023

Les élections du 9 juin l'ont démontré, l'extrême droite « est passée (...) du statut d'adversaire menaçant et sans trophée à celui de parti dominant »¹. Une certaine normalisation est malheureusement en route²

1 Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires*, Seuil, 2024.

2 « C'est maintenant une fraction importante des classes aisées et de la grande bourgeoisie qui rejoint (l'extrême droite) » (Stefano Palombarini, « L'extrême droite, ou les métamorphoses du néolibéralisme » in *Extrême droite : la résistible ascension*, Amsterdam, 2024.

et au Nord du pays, avec plusieurs cas de rupture du cordon sanitaire, les élections locales du 13 octobre ont confirmé cette tendance.

Cette extrême droite, de plus en plus implantée dans les rouages de notre démocratie, n'est pas un accident de l'histoire. Elle est le ver dans le fruit.

Une population en proie à la peur exige d'être protégée

L'angoisse qui, petit à petit, s'installe pour tous avec la crainte d'être rattrapé par la précarité joue certainement un rôle dans ce vote pour l'extrême droite car, après tout, la « *vulnérabilité attire les vautours* »³.

On peut ajouter aussi comme autre facteur expliquant ce vote la distance qui s'installe, d'une part, entre « *politiques* » et citoyens et, d'autre part, comme le soutient David Goodhart, entre « *les gens de partout* » qui tirent profit de la mondialisation et « *le peuple de quelque part* », composé de gens enracinés dans un lieu précis (comme les serfs du Moyen-âge), avec le sentiment de ne pas être entendu par les élites. « *Leur enracinement était leur bouclier. Aujourd'hui, ces racines sont des boulets* »⁴.

Mais au-delà de cela, outre l'espoir de simplification qu'elle apporte en réduisant tous les problèmes au fantasme d'un envahisseur⁵, « *la force de l'extrême droite n'a pas (que) résidé dans sa capacité à imposer*

3 Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *La violence des riches*, La Découverte, 2014.

4 Richard Werly, *La France contre elle-même*, Grasset, 2022.

5 Antonio Scurati. *La politique de la peur*, Les Arènes, 2024.

un seul thème, celui de l'immigration, dans le débat public, mais plus précisément à proposer sans relâche des jonctions entre cette thématique et une liste toujours plus longue d'autres enjeux sociaux, économiques et politiques »⁶. Avec, de surcroît, une redoutable et vieille comme le monde mise en scène : déclin, source du mal et instauration de l'image d'un sauveur.

La banalisation des acteurs et des idées de fond

« Lorsque les fascistes reviendraient, ils auraient le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon » prédisait Orwell. Force est de constater qu'il n'avait pas tort et, avec tant de représentants dans des cénacles législatifs, être maintenant si présent dans les rouages publics ouvre à l'extrême droite à la fois des portes et un semblant de respectabilité⁷.

L'idée est clairement dans leur chef d'arriver à incarner autre chose, même les « cools » et de donner le sentiment d'être le vent du changement : « en inscrivant la pensée réactionnaire dans la modernité, c'est une façon de dédramatiser le contenu radical et de tourner en dérision la portée xénophobe et raciste de ses propositions »⁸.

Pire cependant à ces artifices de communication⁹, même le discours de l'extrême droite, ses thèmes de prédilection, sont aujourd'hui abondamment repris, minimisés et banalisés par différents partis

6 Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires*, Seuil, 2024.

7 Estelle Delaine, *À l'extrême droite de l'hémicycle: Le Rassemblement national au cœur de la démocratie européenne*, Liber/Raisons d'agir, 2023.

8 Ugo Palheta, *La nouvelle internationale fasciste*, textuel, 2023.

9 Dont les réseaux sociaux où l'extrême droite recherche plus la caisse de résonance que la cohérence.

politiques avec pour résultat de, sans cesse, dresser les groupes sociaux les uns contre les autres dans une logique du « eux » et « nous »¹⁰.

Dans ce cadre, ne soyons pas dupes : parmi ces « eux », il y aura surtout des « elles ». Le démontrer pour s'y opposer est l'objet principal du présent livre sur *Extrême droite et genre(s)*.

Au travail alors car « *ils sont toujours là, nos vieux adversaires. Nous les connaissons bien. Ils s'appellent l'arbitraire qui menace les libertés, l'intolérance qui détruit la fraternité, le racisme qui nie l'égalité, l'individualisme qui tue le citoyen. Elle est toujours présente, la misère, cette insulte à la dignité.* »¹¹

10 C'est la logique du programme du Vlaams Belang pour les élections du 9 juin dernier : chaque chapitre a sa partie « *l'intérêt flamand veut* ». Avec sans surprise ce focus sur les migrations (« *le VB veut se débarrasser de l'immigration de masse qui amène la pauvreté du monde entier dans notre pays* » ce dans un chapitre intitulé « *Armoede, un cœur pour notre peuple* »)

11 Henri Leclerc, *La Parole et l'action*, éd. Fayard, 2017.

Introduction

Jean Musway

CAL Charleroi

L'extrême droite est devenue très attractive en Europe. Pour s'en rendre compte, il suffit de voir la percée des partis tels que le Vlaams Belang en Flandre, le Rassemblement National en France, le parti nationaliste et de droite populiste Démocrates de Suède (Sverigedemokraterna), les Frères d'Italie de Georgia Meloni, l'Union civique hongroise (Fidesz) de Viktor Orbán, le parti polonais ultraconservateur Droit et justice (Prawo i Sprawiedliwosc, en sigle PiS)... C'est la prise en compte de cette évidence qui nous a amenés à examiner la place réservée aux questions de genre(s) par ces différents partis.

Le genre étant une question transversale dans les contributions que nous proposons dans ce recueil, nous commençons cette introduction par un constat. Ce constat est relatif à l'ordre patriarcal qui s'est établi et consolidé au point de faire de l'hétérosexualité une norme.

Pour pouvoir bousculer cette norme, il suffit de la dénaturer. Et c'est ce qu'a proposé Judith Butler dans son essai intitulé *Trouble dans le*

*genre*¹ (*Gender Trouble*). À travers cet essai paru en 1990 et qui a bouleversé la lecture du féminisme, Butler invite à penser et repenser le trouble qui perturbe le genre, afin d'imaginer une prise en charge politique de la question de l'égalité qui tienne compte de la fluidité du genre sans fondement d'une identité stable. Alors que ce trouble est déjà à l'œuvre, il importe désormais de lire et de repenser autrement, et en dehors de toute injonction normative, les notions de genre, de sexe, de sexualité, de désir, de plaisir...

En affirmant en 1949 « *On ne naît pas femme : on le devient* »², Simone de Beauvoir sous-entendait que, loin d'être naturelle, l'inégalité entre les hommes et les femmes était culturellement construite. Et s'il y a un concept qui permet de l'établir et de le mesurer, c'est bien celui de genre.

Et questionner le genre n'est pas une nouveauté au sein du mouvement laïque. Notre mouvement prône la mixité, milite pour la stricte égalité entre les femmes et les hommes, et considère le concept du genre comme un outil qui permet de visibiliser l'inégalité dont sont victimes, depuis des siècles, certains membres de la société parce qu'ils se reconnaissent soit comme femmes, soit comme non-binaires.

En 2014, dans le cadre de la campagne « Pas d'égalité sans mixité », la régionale de Charleroi du Centre d'Action Laïque avait réuni et publié³ des témoignages de femmes ainsi que le fruit des travaux universitaires dont elles étaient les théoriciennes. Cette publication s'accompagnait

1 Pour plus d'informations, lire Judith Butler, *Trouble dans le genre – Pour un féminisme de la subversion*, trad. de l'américain par C. Kraus, Paris, Éd. La Découverte, 2005, 284 p.

2 Pour plus d'informations, lire Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, Paris, Éd. Gallimard, 1986, 416 p.

3 Pour plus d'informations, lire Régionale de Charleroi du Centre d'Action Laïque, *De la question de genre au droit à l'égalité. Propos de femmes*, Fernelmont, EME Éditions, 2014, 113 p.

de réflexions nées de l'engagement quotidien de ces femmes, sur le fait d'être femme et de trouver sa place dans un monde dominé et structuré par et pour le patriarcat. Pour se rendre compte de leurs difficultés, il suffit d'observer le fonctionnement et l'organisation de la société et de la prison.

Dans le cadre de la 9^e édition des Journées nationales de la prison, la régionale de Charleroi avait organisé une après-midi de sensibilisation sur la question du genre en prison, avec pour thème « Les pratiques pénitentiaires au prisme du genre en Belgique ». Les interventions ont questionné la singularité de l'enfermement des femmes et des personnes transgenres.

Le 24 mars 2022, la régionale avait organisé, dans le cadre des travaux de son Observatoire, une matinée de réflexion sur le thème de la « Démocratie face à la droite radicale ». Les contributions de cette matinée, qui ont fait l'objet d'une publication, portaient particulièrement sur les questions de l'extrême droite comme espace de radicalisation violente ayant une implication négative sur le vivre-ensemble et le bon fonctionnement démocratique. Dans le prolongement de cette réflexion, la régionale a organisé, en partenariat avec le groupe de travail « Genre et politique » de l'Association belge francophone de science politique (ABSP) et « Femmes de Mars – édition 2023 », une table ronde intitulée « Extrême droite et genre(s) ». Ce débat et les deux ateliers organisés dans la foulée avaient notamment pour objectifs de rendre compte de l'état des lieux relatif à l'instrumentalisation de la question de genre(s) par les partis de l'extrême droite, de réfléchir constructivement à la façon de préserver l'égalité des genres (pluriels), de sensibiliser et de mobiliser les participants autour de divers enjeux de la question de genre et de la lutte contre l'extrême droite, en outillant le public par les interventions de chercheurs et de chercheuses. Les contributions de cette table ronde sont publiées dans ce recueil.

Pour terminer cette introduction, signalons que la fluidité qui caractérise désormais le genre, la sexualité, la famille... invite à penser et à repenser autrement l'humain et, au besoin, en termes de singularité. Qu'est-ce qu'être homme aujourd'hui ? Être femme aujourd'hui ? Être non-binaire aujourd'hui ? On peut prendre le risque de penser et proposer à la réflexion qu'au-delà de l'homme et de la femme au sens biologique, il importe de désolidariser le masculin de l'homme et le féminin de la femme, et de se dire que l'avenir de l'humanité appartient aux « *individus qui jouent avec ces catégories et les investissent au gré de leur histoire et de leurs aspirations* »⁴.

C'est ce qu'essaie de faire le mouvement laïque : accompagner la société dans ces transitions autour des nouvelles façons de penser le genre, la sexualité, la famille... N'ayons pas peur de ce changement de paradigme.

4 Pour plus d'informations, lire Serge Hefez, *Transitions. Réinventer le genre*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 2020, 265 p.

Les partis d'extrême droite, pourfendeurs ou promoteurs des droits des femmes ?⁵

François Debras

Professeur associé à l'Université de Liège (ULiège)

Maître assistant à la Haute École Libre Mosane (HELMO)

Machisme et virilisme

Les partis politiques d'extrême droite partagent un corpus idéologique spécifique : inégalité, nationalisme et radicalisme. Dans certains cas, ce corpus est complété par des discours populistes faisant référence

5 Cet article est paru dans « Espace de Libertés, le magazine du Centre d'Action Laïque », n°510, 2023 sous l'intitulé : « Fémonationalisme : les discours féministes des partis politiques d'extrême droite ».

à une opposition entre un peuple et des élites. Les auteurs qui ont travaillé sur ces partis identifient également la présence d'un leader charismatique et viril (et misogyne) qui incarne l'autorité⁶.

Historiquement et classiquement, les partis politiques d'extrême droite sont décrits comme des organisations machistes, exaltant la virilité et réduisant les femmes au rôle de mère. Ils véhiculent des discours antiféministes et critiquent les questions sociétales sur le genre (réformes de l'orthographe, reconnaissance d'identités non binaires, suppression des rapports de domination, modification des comportements sociaux...). Ces différents mouvements et débats sont perçus comme des menaces pour la famille traditionnelle et l'ordre sociétal. Ils cristallisent la peur de perdre certaines valeurs, une identité, mais aussi la crainte de devoir renoncer à certains avantages résultant d'une construction patriarcale des relations humaines⁷. Les discours promeuvent la masculinité et la féminité comme des faits naturels et biologiques. La masculinité est agressive et forte tandis que la féminité est maternelle et faible. Dans cette optique, les femmes, vulnérables et dont la procréation est cruciale pour la survie de la nation, doivent être protégées. Les individus et leurs fonctions sont appréhendés au travers d'un prisme biologique⁸.

La théorie du « Grand Remplacement » est un des sujets évoqués par ces partis qui affirment qu'avec un taux de natalité inférieur à celui des immigrés, la population chrétienne blanche d'Europe est

6 LATIF Mehr, BLEE Kathleen, DEMICHELE Matthew, SIMI Pete, « Do White Supremacist Woman Adopt Movement Archetypes of Mother, Whore, and Fighter ? », *Studies in Conflict & Terrorism*, 2020.

7 FANGEN Katrine, SKJELBAEK Inger, « Gender and the Far Right », *Politics, Religion & Ideology*, n°21, 2020.

8 MOGHADAM Valentine, KAFTAN Gizem, « Right-wing populisms north and south : Varieties and gender dynamics », *Women's Studies International Forum*, vol.75, 2019.

menacée d'extinction. Les partis d'extrême droite promeuvent donc des politiques de natalité et s'opposent aux mariages homosexuels ou aux projets de loi relatifs à l'avortement, qu'ils considèrent comme des menaces pour la « survie de la nation ».

En dehors des discours, l'organisation interne des partis politiques d'extrême droite montre la dominance des hommes en tant qu'acteurs principaux de ces partis. Leur électorat se compose également principalement d'hommes. À ce sujet, les auteurs évoquent un « *gender gap*⁹ ». Face à un sentiment de déclin des privilèges masculins, d'émasculatation ou de perte de virilité dû à la montée du féminisme, certains hommes se tournent vers ce type de mouvement et d'idéologie.

Dans l'étude des partis politiques d'extrême droite, l'accent est principalement mis sur les hommes tandis que les femmes sont supposées être en dehors de ces partis ou manipulées¹⁰. Mais de plus en plus de femmes jouent aujourd'hui un rôle dans ces partis en tant que militantes, représentantes ou présidentes. Peu d'études s'intéressent à la manière dont ces femmes envisagent leur engagement et leurs actions. Reproduisent-elles les cadres de l'idéologie des partis d'extrême droite, biologisant les sexes et confinant les femmes à une fonction passive et au rôle de mère ou produisent-elles une rhétorique alternative ?

9 GIVENS Terri, « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, n°37, 2004.

10 BLEE Kathleen, « Where Do We Go from Here ? Positioning Gender in Studies of the Far Right », *Politics, Religion & Ideology*, n°21, 2020.

Féminisme et protection des minorités ?

Dans certains discours, des partis d'extrême droite mobilisent les notions d'égalité des sexes ou de droit des minorités comme des fondements des sociétés occidentales. D'après des auteurs qui ont travaillé sur le sujet, ces discours visent essentiellement à dédramatiser les partis et à les rendre respectables aux yeux de l'électorat. Pour d'autres, cette rhétorique est utilisée pour critiquer l'Islam et les immigrés¹¹. Ces derniers sont présentés comme des personnes dangereuses, des violeurs qui menacent « nos » femmes et l'ordre social¹². La question du voile est également récurrente. Celui-ci est considéré comme une entrave à l'égalité entre les hommes et les femmes, un obstacle à la séparation de l'Église et de l'État et un refus d'intégration. Nous observons ici le recours à un deuxième prisme, le prisme culturel, pour définir les relations entre les femmes et les hommes dans la société.

Ces discours sont analysés comme « pseudo-émancipateurs¹³ ». Ils ne sont pas suivis par des actes et les partis demeurent très critiques à l'égard des projets de loi en faveur des quotas, de l'égalité salariale, des questions d'avortement ou du mariage pour tous.

Discours biologisants, culturels, conservateurs opposés au féminisme, discours féministes opposés à l'Islam et à l'immigration... Les partis d'extrême droite mobilisent plusieurs représentations ambivalentes du genre. Leur examen soulève des tensions idéologiques et rhétoriques peu étudiées. Comment la rhétorique de ces partis évolue-t-elle ?

11 FANGEN Katrine, SKJELSBÆK Inger, *op. cit.*

12 MILLER-IDRISS Cynthia, « Afterword: whither gender and the far right? », *Politics, Religion & Ideology*, n°21, 2020.

13 WODAK Ruth, « Anything Goes! », in *Right-Wing Populism in Europe – Politics and Discourse*, Bloomsbury Publishing, 2013.

Quelles thématiques ces partis abordent-ils ? Comment ces discours sont-ils structurés ? Avec quels effets et enjeux ?

Le Rassemblement National

Nous avons recueilli et analysé tous les communiqués, conférences de presse, discours publics, interventions au sein des institutions, rapports et projets de loi du RN en France publiés sur son site Internet entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2021. Cela représente 5 148 documents au travers desquels nous proposons d'identifier et d'interroger certains termes spécifiques.

Sur l'ensemble des documents, le terme « genre » est mobilisé seulement 15 fois. Il est systématiquement utilisé en lien avec la « théorie du genre ». Cette dernière est présentée comme une « idéologie woke », une « idéologie d'extrême gauche », un « délire » ou un ensemble d'éléments « grotesques¹⁴ ». La théorie du genre est systématiquement critiquée pour son volet académique. Elle serait imposée à la société française. Le parti dénonce un endoctrinement des enfants et une manière d'interdire les hommes dans des lieux ou des réunions publiques¹⁵.

Le terme « féminin » qui renvoie, entre autres, au terme « féminisme » est mobilisé 60 fois (dont 19 pour des noms ou qualificatifs d'organisations et 2 dans des citations). « Féminisme » est mobilisé dans des cadres

14 LE PEN Marine, « Discours de Marine Le Pen », *Rassemblement National*, 3 mai 2015, <http://rassemblementnational.fr>

15 BAY Nicolas, « Najat Vallaud-Belkacem ministre de la 'rééducation idéologique' : nouvelle démission au Conseil supérieur des programmes », *Rassemblement National*, 27 août 2015, <http://rassemblementnational.fr>

d'énonciation faisant référence à différentes thématiques : « critique d'une organisation ou d'une personne » (12) ; « liberté et émancipation » (10), « voile » (10), « violence » (6) et « écriture inclusive » (3).

Dans les discours du RN, le terme « féminisme » est mobilisé, entre autres, pour dénoncer l'hypocrisie de la part de mouvements ou de personnalités présentées comme « agressives », des « féministes de salon¹⁶ », des « féministes bobos¹⁷ » qui ne se concentrent pas sur les véritables enjeux politiques. Selon le RN, la lutte en faveur des femmes ne passe pas par des quotas ou l'écriture inclusive, mais par la dénonciation de l'immigration et des violences faites aux femmes, par la dénonciation de l'Islam¹⁸. À l'inverse de ces mouvements féministes, le parti présente Marine Le Pen comme une « féministe institutionnalisée », rassembleuse et non violente, un point de ralliement¹⁹.

Dans l'un de ses discours, Marine Le Pen mobilise la figure de Jeanne d'Arc pour promouvoir la force des femmes et leur libération :

« Nous aimons Jeanne d'Arc parce que c'est une héroïne qui n'a pas accepté le fatalisme de sa condition. Elle a dépassé le cadre établi de son sexe, de sa modeste naissance, pour mener à bien sa mission. Nul besoin de grotesque théorie du genre pour se couper les cheveux et revêtir l'habit viril. Elle n'avait pas attendu l'égalitarisme des sexes pour monter à cheval et manier l'épée. Elle n'avait pas espéré la parité pour commander aux hommes et prendre la direction d'une armée.

16 JORON Virginie, « Ce féminisme de salon qui muselle les femmes françaises », *Rassemblement National*, 21 décembre 2018, <http://rassemblementnational.fr>

17 BARDELLA Jordan, « Droits des femmes en danger dans les banlieues : où sont les féministes ? », *Rassemblement National*, 25 avril 2016, <http://rassemblementnational.fr>

18 DE SAINT JUST Wallerand, « Ecriture inclusive : ne nous trompons pas de combat », *Rassemblement National*, 27 octobre 2017, <http://rassemblementnational.fr>

19 COLLARD Gilbert, « Du vote au voile intégral, quid aujourd'hui du droit des femmes ? », *Rassemblement National*, 29 avril 2016, <http://rassemblementnational.fr>

Elle n'avait pas attendu la libération de la femme pour donner sa vie à la libération de la France²⁰. »

Les thématiques du genre et de l'égalité des sexes sont intégrées dans les discours du parti. Elles constituent une nouvelle porte d'entrée pour réaffirmer l'idéologie du parti. À travers une seconde citation de Marine Le Pen, nous observons, de façon similaire, le recours aux libertés des femmes, non dans le cadre d'un projet politique spécifique, mais pour justifier le rejet de l'Islam et de l'immigration :

« Derrière le multiculturalisme et le communautarisme sur le sol de notre patrie, vient la remise en cause de la liberté, de toutes les libertés, celles notamment conquises par les femmes, à quel prix ! Notre pays vit une période folle qui voit les droits des femmes s'effacer, de plus en plus rapidement, derrière les victoires du fondamentalisme ! Je dis aux Françaises, et à tous ceux qui les aiment pour ce qu'elles sont, qu'elles pourront compter sur moi ! Nous ne laisserons pas cela arriver !²¹ »

Les libertés et les droits des femmes sont mobilisés comme argument contre certaines croyances religieuses, contre certains individus qui refuseraient aux femmes le droit de s'habiller comme elles le souhaitent.

20 LE PEN Marine, « Discours de Marine Le Pen (vendredi 1er mai 2015), *Rassemblement National*, 3 mai 2015, <http://rassemblementnational.fr>

21 LE PEN Marine, « Discours de Marine Le Pen aux Estivales de Fréjus », *Rassemblement National*, 18 septembre 2016, <http://rassemblementnational.fr>

« Fémonationalisme²² »

Le féminisme promu par les partis d'extrême droite n'est pas un combat politique, car il n'ambitionne pas de changer la société au nom d'un nouveau modèle plus égalitaire. En France, le RN est critique vis-à-vis des féministes jugées violentes, extrémistes et dont les combats seraient futiles. Le parti leur oppose un autre féminisme dont le caractère est essentiellement rhétorique, utilisé pour critiquer des opposants, l'Islam et l'immigration. Le féminisme est modelé pour servir une idéologie raciste et nativiste, d'où l'appellation de « fémonationalisme ».

22 AGIUS Christine, BERGMAN ROSAMOND Annika, KINNVALL Catarina, « Populism, Ontological Insecurity and Gendered Nationalism: Masculinity, Climate Denial and Covid-19 », *Politics Religion & Ideology*, 2020, n°21.

Les mouvements anti-genre en Europe : état des lieux

Caroline Close & Clémence Deswert

Université libre de Bruxelles

De quoi parle-t-on ?

Les mouvements anti-genre ont principalement émergé en Europe à partir des années 2010, même si certains pays comme l'Espagne, l'Italie et la Croatie ont connu des mobilisations durant les années 2000. L'année 2012 apparaît comme un tournant (Paternotte 2020). Elle marque notamment l'apparition en France de La Manif pour Tous, un mouvement regroupant des groupes d'intérêt conservateurs et des associations catholiques, créé en réaction au projet de loi autorisant le mariage de personnes de même sexe figurant au programme du président Hollande. À travers l'Europe, ces mouvements ont émergé

en réaction à des propositions politiques prévoyant l'octroi de droits (mariage, adoption, etc.) aux couples lesbiens ou homosexuels, ou touchant des questions liées à l'égalité femmes-hommes, ou encore impliquant l'inclusion de la diversité sexuelle dans les manuels scolaires (en Allemagne et, dans une moindre mesure, en France) ou dans les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (en Pologne) (Kováts et Pöim 2015). En quelques mots, les mouvements anti-genre s'opposent à ce qu'ils nomment l'« idéologie du genre » ou, de façon moins répandue, la « théorie du genre ». Celle-ci constituerait une base idéologique à la source d'un ensemble diversifié de réformes que Paternotte et Kuhar (2020) regroupent en cinq catégories d'enjeux : les droits LGBTQIA+, les droits reproductifs comme le droit à l'avortement, l'éducation sexuelle et au genre (dont la lutte contre les violences de genre et le *gendermainstreaming*), les études de genre, et la démocratie.

Les modes d'action de ces mouvements sont multiples. Les plus emblématiques restent les manifestations dans la rue, reconnaissables à leurs slogans, leurs bannières et leur code couleur « rose et bleu ». Pour Paternotte et Kuhar (2020), en donnant à leurs mobilisations une apparence festive, les mouvements anti-genre souhaitent se détacher de l'image rétrograde de « vieux catholiques » et tenter d'attirer les nouvelles générations. Les autres répertoires d'action incluent les pétitions, les campagnes dans le cadre de référendums sur des questions liées au genre, les *sit-in* dans des lieux stratégiques (par exemple, devant les cliniques qui pratiquent l'avortement), l'organisation de séminaires ou encore la création de partis politiques. Internet est évidemment devenu un outil de mobilisation important, utilisé pour diffuser des pétitions, des *fake news* et créer un sentiment d'appartenance à une communauté. La plateforme en ligne CitizenGo, destinée aux militant·e·s anti-genre et disponible en douze langues européennes, en est une illustration. Ce mode d'action est révélateur de la construction d'un « mouvement transnational » anti-genre en

Europe (Paternotte et Kuhar 2020). Dans la même ligne, La Manif pour Tous, dont les figures de proue ont régulièrement participé à des manifestations anti-genre hors de France, est à l'origine d'une campagne intitulée « Europe for Family », lancée dans le cadre des élections européennes de 2014.

Des mouvements soutenus par la droite conservatrice et l'extrême droite

Ces mouvements regroupent une diversité d'acteurs : associations familiales, membres du clergé catholique, mouvements nationalistes, groupes religieux conservateurs, etc. La présence d'acteurs religieux n'est pas surprenante : elle se situe dans la continuation de leur mobilisation contre, par exemple, le droit à l'avortement. L'Église catholique, et particulièrement le discours du Vatican, a joué un rôle clé dans le développement du soulèvement contre « l'idéologie du genre » (Case 2016). Parallèlement, de nouvelles organisations ont été créées *spécialement* pour lutter contre l'« idéologie du genre », comme La Manif pour Tous (Paternotte 2020). Le mouvement s'est ensuite structuré dans l'espace public, grâce à la construction d'un réseau « d'alliés » incluant des universitaires, des médias, des organisations partisans et des personnalités politiques – principalement situées à droite et à l'extrême droite.

La force des liens entre mouvements anti-genre et membres de partis d'extrême droite diffère selon les pays. Par exemple, ces liens sont solides en Autriche et en Allemagne, mais plus difficiles à envisager en France, où la participation à La Manif pour Tous avait divisé les membres du Rassemblement National (RN). En effet, l'homosexualité affichée de certains membres du parti a été utilisée pour attirer le vote gay et le RN, à l'image d'autres partis populistes de droite et d'extrême droite, a régulièrement instrumentalisé la question du féminisme à des fins islamophobes (Brustier 2015). En Italie, plusieurs membres d'organisations catholiques anti-genre ont été élus pour le parti d'extrême droite *La Lega* aux élections législatives de 2018 (Donà 2020), tandis qu'en Allemagne, le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), une formation ultranationaliste d'extrême droite, a soutenu Parents inquiets, une organisation à l'initiative de manifestations contre l'« idéologie du genre » et « la sexualisation précoce dans les crèches et les écoles » (Blum 2015).

Des ressorts idéologiques et rhétoriques communs

Au-delà de ces liens organisationnels, les mouvements anti-genre et les partis d'extrême droite se retrouvent sur un certain nombre de thématiques et de propositions. Celles-ci concernent généralement les domaines associés à la supposée « idéologie du genre », comme les droits reproductifs, les droits LGBTQIA+ ou encore l'éducation sexuelle (Kováts et Põim 2015). Par exemple, en Pologne, l'« idéologie du genre » est présentée comme une menace à la famille et aux valeurs nationales à la fois dans le programme du parti de droite conservatrice Droit et justice (PiS) et dans celui du parti d'extrême droite Ruch Narodowy (RN). En Italie, la « Déclaration de Vérone », un texte adopté

à la suite du *World Congress of Family*²³ de mars 2019, présente des points communs avec le programme électoral de La Ligue en 2018.

En ce qui concerne le *discours*, les mouvements anti-genre partagent avec le populisme de droite certaines stratégies rhétoriques.

1. La politique de la peur : l'« idéologie du genre » est une menace

Un premier type de stratégie réside dans la mobilisation de la peur (Wodak 2015). Le genre fait office de « colle symbolique » (Kováts et Põim 2015) pour ces mouvements, permettant de rassembler sous la même coupole plusieurs « menaces » qu'ils associent à « l'idéologie du genre ». La menace viendrait de « l'Autre », une minorité agissante qui devient un bouc émissaire désigné. Par le discours, le statut de cette minorité change de « victime » en « agresseur ». Ainsi, les personnes de même sexe ne bénéficiant pas du même droit au mariage et à l'adoption que les autres (statut de « victimes ») deviennent une menace pour la famille (statut d'« agresseurs ») (Paternotte et Kuhar 2020). Appliquée dans le domaine de l'éducation, cette « idéologie du genre » contribuerait à une confusion sur la « différence entre les sexes » et à « l'hypersexualisation des enfants ». Ce faisant, elle menacerait la famille traditionnelle, voire « la civilisation ». Par ailleurs, certaines recherches ont montré comment les mouvements anti-genre tirent profit de la peur d'une partie de la population de voir sa masculinité fragilisée dans un contexte où elle a déjà l'impression de perdre des privilèges (Dupuis-Déri 2012 ; Kováts 2017). Dans cette société néolibérale mondialisée, les mouvements féministes et LGBTQIA+ « s'en sortiraient bien » – ils en seraient même des partenaires, et

23 La WCF est un événement initié par une coalition internationale entendant défendre les « valeurs chrétiennes », la famille traditionnelle et s'opposant au mariage pour tou-te-s et à l'avortement.

participeraient donc à la menace de déclassement économique et de précarité (Soltý 2015). En outre, face aux incertitudes suscitées par la crise économique et la mondialisation, une partie de la population chercherait un « refuge » dans la nature et la « réalité biologique » (Fassin 2014).

2. L'« idéologie du genre » vient des élites, contre le peuple, la nation et le bon sens

Un deuxième point commun quant au discours est celui de la présence d'une rhétorique populiste dans la dénonciation de l'« idéologie du genre ». Cette idéologie serait imposée par des élites internationales corrompues, à l'encontre de la volonté du peuple. Contre la démocratie même, cette idéologie porterait atteinte à la liberté d'expression. L'« idéologie du genre » est par ailleurs souvent considérée par les activistes anti-genre comme un produit importé des États-Unis, et donc imposé depuis l'étranger²⁴. Ce rejet des élites revêt dès lors une facette nationaliste : l'« idéologie du genre » imposée par ces élites internationales corrompues affaiblirait l'État-nation. Dans certains pays de l'est et du centre de l'Europe, ce registre discursif s'articule à un discours eurosceptique. À titre d'exemple, pour Zsolt Semjén, vice-premier ministre hongrois et membre du Parti populaire démocrate-chrétien (KDNP), le principal problème de l'« idéologie du genre » est « l'énorme soutien qu'elle a reçu de Bruxelles » dont les « minuscules, mais bruyants groupes de pression » souhaitent « imposer leur vision déviante du monde » (Semjén cité par Félix 2015). En Pologne, l'opposition à la convention d'Istanbul, qui a pour but de lutter contre les violences faites aux femmes et émane du Conseil de l'Europe, figurait

24 Ce discours n'apparaît pas sans ironie lorsque l'on sait que certains acteurs anti-genre européens ont des connexions avec leurs homologues anti-genre outre-Atlantique (Lovenduski 2022).

parmi les déclencheurs de l'émergence de mouvements anti-genre (Grzebalska 2015). Enfin, cette rhétorique s'accompagne d'une forme d'anti-intellectualisme. Les mouvements anti-genre revendiquent le sens commun en expliquant ne pas avoir besoin d'une « théorie » pour comprendre « la différence entre les sexes », marquant ainsi leur rejet des élites culturelles (Fassin 2020). D'ailleurs, les mouvements anti-genre contestent le caractère scientifique des « études de genre²⁵ », et se mobilisent contre l'existence ou l'ouverture de programmes en études de genre dans les universités.

Et en Belgique ?

Alors que certains pays comme la France, l'Italie, l'Espagne et la Croatie ont connu des mobilisations de masse, celles-ci se sont révélées plus confidentielles dans des États comme la Belgique ou le Portugal (Paternotte et Kuhar 2020). L'influence limitée de ces mouvements en Belgique peut être expliquée par trois facteurs (Bracke, Dupont et Paternotte 2020). D'abord, la pilariation, c'est-à-dire la division de la société belge en trois piliers (catholique, libéral et social-démocrate) a permis d'attribuer à l'Église une place définie institutionnellement, ce qui a limité son pouvoir, mais aussi annihilé toute opportunité de dénoncer un manque de reconnaissance. Les désaccords sur les questions « éthiques » au sein du clergé belge et le moment d'émergence du mouvement anti-genre européen constituent les deux autres facteurs. En effet, au moment des premières grandes mobilisations du mouvement anti-genre européen dans les années 2010, la Belgique a déjà adopté certaines réformes, en devenant par

25 Un champ d'étude interdisciplinaire qui explore le genre en tant que construction sociale mettant en œuvre des rapports sociaux de sexe et de sexualité.

exemple en 2003 le deuxième pays au monde à autoriser légalement le mariage entre deux personnes de même sexe.

Néanmoins, ces tendances politiques globales ne peuvent masquer l'émergence, ces derniers temps, de discours s'inspirant de la rhétorique exposée ci-dessus. Les sorties très médiatiques de la N-VA et du MR sur le « wokisme » sont exemplaires à cet égard. Tout comme les détracteurs de la prétendue « idéologie du genre », les opposants au « wokisme » prétendent qu'il existerait bel et bien un « mouvement » structuré entre diverses luttes contre les discriminations faites aux minorités (de « race », de genre, etc.) ; que ce mouvement, considéré comme une minorité agissante issue d'une élite intellectuelle et soutenue par elle, viserait, à l'instar d'un totalitarisme, à imposer une pensée à l'ensemble de la société et des institutions ; une pensée qui menacerait les valeurs libérales aux fondements mêmes de la société.

Références

Blum, A. (2015). Germany. In Kováts, E. et M. Pöim (Eds.). *Gender as symbolic glue: The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilization in Europe*. Foundation for European Progressive Studies.

Bracke, S., W. Dupont et D. Paternotte. (2020). « Personne n'est prophète en son pays » : le militantisme catholique anti-genre en Belgique. In Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon.

Brustier, G. (2015). France. In Kováts, E. et M. Pöim (Eds.). *Gender as symbolic glue: The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilization in Europe*. Foundation for European Progressive Studies.

Case, M. A. (2016). The Role of the Popes in the Invention of Complementarity and the Vatican's Anathematization of Gender. *Forthcoming Religion and Gender Habemus Gender Special Issue*.

Donà, A. (2020). The populist Italian Lega from ethno-regionalism to radical right-wing nationalism: backsliding gender-equality policies with a little help from the anti-gender movement. *European Journal of Politics and Gender*, 3(1), 161-163.

Dupuis-Déri, F. (2012). Le discours de la « crise de la masculinité » comme refus de l'égalité entre les sexes : histoire d'une rhétorique antiféministe. *Cahiers du genre*, 52(1), 119-143.

Fassin, É. (2014). Same-sex marriage, nation, and race: French political logics and rhetorics. *Contemporary French Civilization*, 39, 281-301.

Fassin, É. (2020). Campagnes anti-genre, populisme et néolibéralisme en Europe et en Amérique latine. *Revue internationale et stratégique*, 119, 79-87.

Félix, A. (2015). Hungary. In Kováts, E. et M. Pöim (Eds.). *Gender as symbolic glue: The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilization in Europe*. Foundation for European Progressive Studies.

Grzebalska, W. (2015). Poland. In Kováts, E. et M. Pöim (Eds.). *Gender as symbolic glue: The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilization in Europe*. Foundation for European Progressive Studies.

Kováts, E. (2017). The emergence of powerful anti-gender movements in Europe and the crisis of liberal democracy. In Köttig, M., Bitzan, R. & Petö, A. (Eds.). *Gender and far right politics in Europe*, 175-189.

Kováts, E., et M. Pöim (Eds.). (2015). *Gender as symbolic glue: The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilization in Europe*. Foundation for European Progressive Studies.

Lovenduski, J. (2022). Funding Anti-Gender Politics in Europe. *The Political Quarterly*, 93(3), 530-532.

Paternotte, D. (2020). Le mouvement anti-genre en perspective comparée. In Kuhar, R., et D. Paternotte. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon.

Paternotte, D. et R. Kuhar (2020). L'« idéologie du genre » en mouvement. In Kuhar, R., et D. Paternotte. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon.

Solty, I. (2015). Öffentliche Schulbildung, Sexualerziehung und rechter Widerstand gegen kulturelle Liberalisierung. Lassen sich die Bewegung gegen den Bildungsplan 2015 in Baden-Württemberg und die Bewegung gegen die "Common Core State Standards Initiative" in den USA vergleichen? In Billmann, Lucie Rosa (Ed.). *Unheilige Allianz. Das Geflecht von christlichen Fundamentalisten und politisch Rechten am Beispiel des Widerstands gegen den Bildungsplan in BadenWürttemberg*, Luxemburg-Stiftung, 30–37.

Wodak, R. (2015). *The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean*. Londres, Sage.

Le genre et les partis populistes de droite radicale

Hilde Coffé

Université de Bath, Royaume-Uni

Les partis populistes de la droite radicale sont souvent décrits comme des *Männerparteien*. Ils sont principalement dirigés, représentés et soutenus par des hommes. Les raisons pour lesquelles les électeurs tendent à être plus attirés que les électrices par les partis populistes de droite radicale font l'objet d'un débat permanent. Parmi les explications, citons les différences de statut professionnel entre les hommes et les femmes et les attitudes à l'égard des migrants qui peuvent en découler. Les hommes sont en effet surreprésentés dans les emplois manuels des secteurs ouvriers et ce type d'emploi est le plus menacé par la modernisation et la mondialisation, ce qui peut rendre les hommes plus susceptibles d'avoir des attitudes négatives à l'égard de l'immigration (Givens 2004). Une autre explication fait référence à la plus grande tendance des hommes à mettre l'accent sur la fermeté de la loi et sur la responsabilité individuelle, ce qui rejoint le discours autoritaire des partis populistes de la droite radicale (Mudde 2007). Nous pourrions

également citer la plus grande participation des femmes aux activités religieuses (Mayer 2002). En Europe, les Églises ont traditionnellement condamné le discours anti-migrants de la droite radicale populiste (Mayer 2015), et des recherches ont montré que les personnes qui vont régulièrement à l'église sont nettement plus positives à l'égard des migrants et moins susceptibles de soutenir les partis populistes de droite radicale que celles qui ne vont pas régulièrement à l'église (Billiet 1995 ; Immerzeel, Jaspers et Lubbers 2013). En outre, la vision des partis populistes de droite radicale quant aux rôles de genre et à la position des femmes dans la société, réduisant principalement leur rôle à celui d'épouse et de mère (Mayer 2015), pourrait être de nature à dissuader les femmes de soutenir les partis populistes de droite radicale, car elles ont tendance à adopter des attitudes plus libérales et féministes que les hommes.

Malgré cette série d'explications socio-économiques et attitudinales qui pourraient justifier l'écart entre les hommes et les femmes au sein de l'électorat populiste de droite radicale, la plupart des recherches empiriques menées jusqu'à présent n'ont pas été en mesure d'expliquer entièrement l'écart entre les hommes et les femmes sur la base de ces facteurs. Certains ont également fait valoir que les femmes n'ont pas nécessairement une attitude plus positive à l'égard des migrants et qu'elles ne sont pas moins favorables au maintien de l'ordre public que ne le sont les hommes (Mayer 2013 ; Mudde 2007), éliminant ainsi ces attitudes en tant qu'explications possibles de l'écart entre les hommes et les femmes. Mayer (2013) souligne que la situation économique a considérablement changé depuis les premiers travaux sur l'écart entre les hommes et les femmes au sein de la droite radicale : de nos jours, les emplois dans le secteur des services peuvent être aussi incertains et précaires que les emplois des ouvriers, ce qui rend les femmes aussi vulnérables que les hommes face au risque d'être des « perdants » de la mondialisation. En outre, Mayer (2013) montre que le lien négatif entre la religiosité et les attitudes à l'égard des migrants – censé

expliquer une partie de la différence entre les hommes et les femmes dans le vote populiste de droite radicale – est en train de changer, car les catholiques, du moins en France, sont devenus plus ethnocentristes que les non-catholiques. En outre, alors que les partis populistes de droite radicale sont principalement des mouvements laïques, ils ont commencé à mettre l'accent sur le clivage religieux et se présentent comme les gardiens des « sociétés judéo-chrétiennes » contre la menace islamique (Immerzeel, Jaspers et Lubbers 2013).

Enfin, l'idée que les attitudes libérales et féministes des femmes expliquent la différence entre les genres dans le vote populiste de droite radicale peut être remise en question, notamment parce que les idéologies de genre des partis populistes de droite radicale varient considérablement, certains partis adhérant à une vision moderne-traditionnelle (de Lange et Mügge 2015 ; Mudde et Kaltwasser 2015). En France, par exemple, Marine Le Pen soutient l'indépendance économique des femmes et leur droit à une carrière professionnelle (Mayer 2015). Plusieurs partis populistes de droite radicale ont également commencé à lier leurs programmes anti-Islam à des positions féministes libérales, une tendance appelée « fémonationalisme » (Farris 2017). Plus précisément, certains partis populistes de droite radicale d'Europe du Nord ont maquillé leur campagne contre les pratiques islamiques à l'égard des femmes (par exemple, le mariage forcé, les crimes d'honneur, le port du foulard) en un appel en faveur d'une plus grande égalité des sexes et d'une plus grande tolérance des droits des LGBTI (Akkerman 2015 ; de Lange et Mügge 2015 ; Mayer 2013 ; Mudde et Kaltwasser 2015). En conséquence de ce soutien à l'égalité des genres, les femmes pourraient ne pas être aussi réticentes que cela a pu être suggéré à voter pour les partis populistes de droite radicale, malgré les idéologies conservatrices de ces partis.

Pourtant, malgré ces contre-arguments avancés pour expliquer les différences entre les genres dans le vote pour la droite radicale, les

femmes ont toujours tendance à être sous-représentées dans la plupart des pays au sein de cet électorat. Ainsi, même si, par exemple, les femmes n'ont pas une attitude beaucoup plus positive que les hommes à l'égard des migrants, elles semblent moins susceptibles de traduire ces attitudes en soutien électoral pour les partis populistes de droite radicale que les hommes. Mudde (2007) explique ce phénomène par des niveaux différents d'efficacité politique chez les hommes et les femmes. En particulier, le fait que les femmes perçoivent leur compétence politique comme étant plus faible et qu'elles se sentent davantage impuissantes sur le plan politique les découragerait de voter pour des partis radicaux non traditionnels et plus populaires, et les conduirait à préférer les partis traditionnels établis de plus longue date (Immerzeel, Coffé et vander Lippe 2015 ; Mudde 2007).

En outre, il est possible que, même si les femmes et les hommes ont des attitudes similaires à l'égard des migrants, les femmes soient moins susceptibles que les hommes de soutenir les politiques d'immigration strictes généralement défendues par les partis populistes de droite radicale. En raison de leur rôle de mère et de leur socialisation à des responsabilités liées à l'éducation et aux soins, les femmes peuvent avoir une aversion plus forte pour les politiques excluant certains groupes, être plus favorables à des politiques de solidarité (Gilens 1988 ; Immerzeel, Coffé et vander Lippe 2015 ; Rippeyoung 2007). Par conséquent, il est probable qu'elles soient moins en accord avec les politiques d'immigration restrictives typiques des partis populistes de droite radicale. En outre, les recherches menées par Hartevelde et al. (2015) ont montré que si les femmes et les hommes ont des attitudes similaires à l'égard des migrants, les femmes ont tendance à trouver les questions liées à l'immigration moins importantes que les hommes. De ce fait, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de traduire des attitudes négatives à l'égard des migrants en un soutien à la droite radicale.

Les hommes ont non seulement tendance à être prépondérants au sein de l'électorat de la droite populiste radicale, mais ces partis sont aussi traditionnellement représentés et dirigés par des hommes. La figure 1 montre la représentation des femmes dans les parlements nationaux en Europe par famille de partis. Elle confirme que la famille de partis populistes de droite radicale a le pourcentage de députées le plus faible de toutes les familles de partis entre 1980 et 2018. Pourtant, depuis le milieu des années 2000, le pourcentage de femmes au sein de la famille des partis populistes de droite radicale a progressé. À la fin des années 2010, les partis populistes de droite radicale comptent la même proportion de femmes parlementaires que les partis démocrates-chrétiens.

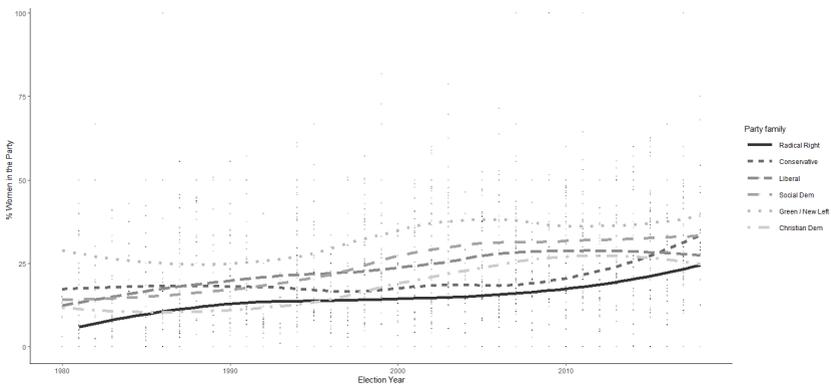


Figure 1 : Proportion de femmes parlementaires dans les différentes familles de partis, en Europe, 1980 – 2018 (Source : Weeks et al. 2022)

L'Union démocratique du centre (UDC) exemplifie bien l'augmentation de la proportion de femmes parlementaires dans les partis populistes de droite radicale. Ce parti suisse a envoyé 11 femmes (17 % de son groupe parlementaire) au Conseil national en 2015, doublant presque le nombre de femmes élues par rapport à 2011. Ce nombre a encore augmenté pour atteindre 13 députées en 2019. Au Parlement européen, Identité et Démocratie, un groupe politique qui comprend plusieurs

partis populistes de droite radicale, dont le Rassemblement National figure au premier rang, compte (en mai 2023) 23 représentantes sur 62, soit 37 %. Bien que ce chiffre soit nettement inférieur à 50 %, il est proche des 39,3 % de femmes au Parlement européen après les élections de 2019²⁶. Dans l'ensemble, et bien qu'il existe des différences significatives entre les partis populistes de droite radicale, la représentation des femmes au sein des partis populistes de droite radicale ne semble pas différer de manière significative de celle des autres partis, en particulier des partis de droite conservateurs.

Des femmes influentes dirigent également (ou ont récemment dirigé) des partis populistes de droite radicale. Par exemple, au Danemark, Pia Kjaersgaard a lancé le Dansk Folkeparti en 1995 et a été la première femme en Europe occidentale à diriger un parti populiste de droite radicale dès sa fondation (Meret 2015). Un autre exemple est celui de Siv Jensen, qui a succédé sans que cela ne pose problème à Carl I. Hagen, président de longue date du Fremskrittspartiet norvégien, en 2006. Au sein d'une coalition avec le Parti conservateur, elle a également conduit le parti à sa première expérience gouvernementale après les élections législatives norvégiennes de 2013. Un autre exemple de femme à la tête d'un parti populiste de droite radicale est celui de Marine Le Pen, qui a succédé en 2011 à son père, fondateur et dirigeant de longue date du Front national (actuellement Rassemblement National). La « stratégie de normalisation » de Marine Le Pen, qui consiste notamment à condamner l'antisémitisme et à qualifier l'Holocauste de « sommet de la barbarie humaine », a donné au parti une image moins extrémiste. Cela lui a permis d'obtenir près de 18 % des voix au premier tour des élections présidentielles françaises de 2012, soit un peu plus que le score le plus important de son père aux élections présidentielles (près

26 <https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/society/20190226STO28804/women-in-the-european-parliament-infographics>

de 17 % au premier tour de 2002). Le leadership de Marine Le Pen, l'adoucissement de l'image de son parti et le ton plus social de son programme ont également été avancés pour expliquer la diminution de l'écart entre les hommes et les femmes au sein de l'électorat populiste de droite radicale en France. En effet, Mayer (2013, 2015) a montré comment la différence entre les genres dans le soutien au Front national s'est réduite à mesure que Marine Le Pen jouait un rôle de premier plan au sein du parti.

Nous pouvons conclure que les femmes sont sous-représentées au sein des partis populistes de droite radicale. Toutefois, il ne s'agit pas d'un phénomène propre à la droite radicale populiste. Les femmes sont politiquement sous-représentées dans la plupart des partis, et en particulier dans ceux qui se situent à la droite de l'échiquier politique. Des différences significatives peuvent également être observées entre les hommes et les femmes au sein de l'électorat, des parlementaires et des dirigeants des partis populistes de droite radicale. Certains partis (comme le Rassemblement National de Le Pen) ne comptent pas ou peu de disparités entre les genres au sein de leur électorat, tandis que d'autres partis, comme le parti norvégien, affichent une différence de 13,3 % dans la répartition des femmes et des hommes qui soutiennent le parti (Immerzeel et al. 2015). Pour de nombreux partis populistes de droite radicale, les femmes constituent encore un réservoir inexploité de futurs électeurs, et des recherches récentes (Weeks et al. 2022) ont suggéré que les partis populistes de droite radicale tentent d'attirer ces électrices non encore acquises en augmentant le nombre de leurs femmes parlementaires, en particulier lorsqu'ils sont en perte de vitesse sur le plan électoral.

Bibliographie

- Akkerman, T. 2015. Gender and the Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis of Policy Agendas. *Patterns of Prejudice* 49(1-2): 37-60.
- Billiet, J. 1995. Church Involvement, Ethnocentrism, and Voting for a Radical Right-Wing Party: Diverging Behavioral Outcomes of Equal Attitudinal Dispositions. *Sociology of Religion* 56(3): 303-326.
- de Lange, S. L. et S. Mügge. 2015. Gender and Right-Wing Populism in the Low Countries: Ideological Variations Across Parties and Time. *Patterns of Prejudice* 49(1-2): 61-80.
- Farris, S.R. 2017. *In the Name of Women's Rights: The Rise of Femonationalism*. Durham, NC: Duke University Press.
- Gilens, M. 1988. Gender and Support for Reagan: A Comprehensive Model of Presidential Approval. *American Journal of Political Science* 32(1): 19-49.
- Givens, T. E. 2004. The Radical Right Gender Gap. *Comparative Political Studies* 37: 30-54.
- Harteveld, E., W. van der Brug, S. Dahlberg et A. Kokkonen. 2015. The Gender Gap in Radical-Right Voting: Examining the Demand Side in Western and Eastern Europe. *Patterns of Prejudice* 49(1-2): 103-134.
- Immerzeel, T., H. Coffé et T. vander Lippe. 2015. Explaining the Gender Gap in Radical Right Voting: A Cross-National Investigation in 12 Western European Countries. *Comparative European Politics* 13(2): 263-286.
- Immerzeel, T., E. Jaspers et M. Lubbers. 2013. Religion as Catalyst or Restraint of Radical Right Voting? *West European Politics* 36(5): 946-968.
- Mayer, N. 2002. *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion.
- Mayer, N. 2013. From Jean-Marie to Marine Le Pen: Electoral Change on the Far Right. *Parliamentary Affairs* 66: 160-178.
- Mayer, N. 2015. The Closing of the Radical Right Gender Gap in France? *French Politics* 13(4): 391-414.

Meret, S. 2015. Charismatic Female Leadership and Gender: Pia Kjaersgaard and the Danish People's Party. *Patterns of Prejudice* 49(1-2): 81-102.

Mudde, C. 2007. *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

Mudde, C. et C.R. Kaltwasser. 2015. Vox Populi or Vox Masculini? Populism and Gender in Northern Europe and South America. *Patterns of Prejudice* 49(1-2): 16-36.

Rippeyoung, P.L.F. 2007. When Women Are Right: The Influence of Gender, Work and Values on European Far-Right Party Support. *International Feminist Journal of Politics* 9: 379-397.

Weeks, A.C., B.M. Meguid, M. Kittilson et H. Coffé. 2022. When do Männerparteien Elect Women? Radical Right Populist Parties and Strategic Descriptive Representation. *American Political Science Review*. Online first. doi: 10.1017/S0003055422000107.

LGBTQIA+ et droite radicale

Romain Biesemans

Université libre de Bruxelles

Parler de relation entre personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexuées, asexuées et plus (LGBTQIA+) et droite radicale peut paraître contradictoire du fait des liens de ces partis avec des mouvements religieux, conservateurs et hostiles aux personnes LGBTQIA+ dans de nombreux pays européens. Pourtant, la relation entre les partis de droite radicale et les thématiques touchant aux personnes LGBTQIA+ est bien plus complexe que ce que laisseraient penser nos perceptions traditionnelles.

La rhétorique populiste des partis de droite radicale mène à diviser le monde de manière binaire entre le « nous » (les « gens ») versus les « autres », qui peuvent être caractérisés par l'élite, les corps étrangers à la nation ou encore les corps internes à celle-ci, mais menaçant cette dernière (Wodak, 2020). La définition du corps national à défendre et de ses ennemis dépend fortement du contexte (Wodak, 2020). De ce fait, et rapportant cette dichotomie du monde développée par les partis de droite radicale, les « corps menaçant la nation » lorsque nous

abordons les personnes LGBTQIA+ varient d'un pays à l'autre. Dès lors, parler d'une approche homogène des partis de droite radicale, de leurs discours et de leurs narratifs envers les thèmes et les personnes non hétéronormées est bien plus complexe que ce que pourrait nous laisser penser notre sens commun. Historiquement, les partis de droite radicale défendent une conception hétéronormée binaire de la famille, considérant l'union entre un homme et une femme comme le seul modèle (Mudde, 2007). Ce modèle permettrait une pérennité de la filiation, ainsi qu'une reproduction et une perpétuation de la nation. Au sein de ces modèles, les thématiques de genre touchant aux questions des personnes non hétéronormées et transcendant les conceptions binaires ne trouvent que peu d'alliés.

Cependant, plusieurs partis de droite radicale ont fait évoluer leurs positions sur les personnes LGBTQIA+. Ces partis se démarquent des autres partis de droite radicale « traditionnelle » avec un discours plus moderne sur les personnes non hétéronormées (de Lange et Mügge, 2015). Jasbir Puar (2007 ; 2013) aborde ce processus d'acceptation des personnes gays et lesbiennes à travers la notion d'« homonationalisme ». Cette notion fait référence à l'inclusion des personnes gays et lesbiennes comme faisant partie du corps national et des valeurs occidentales, et donc comme des individus à défendre face aux menaces d'autres corps étrangers à la nation (de Lange et Mügge, 2015). La posture homonationaliste des partis de droite radicale inclut dès lors les personnes homosexuelles au sein de la catégorie des individus à défendre des « autres » représentant une menace. Ces « autres » font référence aux migrants, et à l'Islam plus particulièrement dans les discours des partis de droite radicale. Ces « autres » représenteraient une menace pour les acquis et la situation des personnes homosexuelles, le migrant et l'Islam étant définis comme une menace à l'émancipation et aux acquis des personnes homosexuelles (Farris, 2017). Ce concept, résonnant de manière proche du concept de fémonationalisme (Farris, 2017), ancre dès lors

les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles dans l'agenda nativiste des partis de droite radicale et dans leur conception binaire d'un monde où l'Occident civilisé est menacé par un Orient intolérant, dangereux et liberticide.

Le caractère homonationaliste peut se retrouver dans les positions et discours de plusieurs partis de droite radicale en Europe de l'Ouest. Les Pays-Bas sont l'exemple le plus traité au sein de la littérature avec anciennement la « Lijst Pim Fortuyn » et son leader du même nom promouvant une position ouverte à l'égard des personnes homosexuelles. Des exemples plus contemporains sont ceux du « Partij Voor de Vrijheid » (PVV) et son président Geert Wilders ou encore Thierry Baudet (Farris, 2017). Tous s'érigent comme des défenseurs de l'égalité pour les personnes homosexuelles en mobilisant une rhétorique anti-Islam.

Les conséquences de ces stratégies amènent à se poser la question de la perception et des attitudes électorales des personnes LGBTQIA+ envers les partis de droite radicale. À titre d'exemple, comme l'indiquent Spierings et Zaslove (2015), le PVV serait le parti attirant le plus grand nombre de voix de personnes gays aux Pays-Bas. Certains travaux avancent des explications quant à la perception qu'a l'électorat de droite radicale envers les thématiques et les personnes LGBTQIA+. Lancaster (2020) émet l'hypothèse du clivage transnationaliste postulant l'existence de trois types d'électorat, à savoir les « sexually modern nativists », les « conservative nativists » et une troisième catégorie d'entre-deux. La première catégorie aurait certaines formes d'attitudes progressistes et de tolérance envers les personnes LGBTQIA+, tandis que l'autre serait totalement opposée à leurs droits (Lancaster, 2020). Spierings, Lubbers et Zaslove (2017) se sont posé la question de l'existence d'un vote homonationaliste, donc d'opposition à la migration et ayant une posture libérale envers les personnes LGBTQIA+. Dans leur étude au sein de 10 pays, 4

pays semblent s'illustrer par un vote homonationaliste : la Norvège, la Suisse, l'Autriche et la Suède, mais pas les Pays-Bas ni la Belgique (Flandre), pas plus que le Danemark, la France, l'Italie et la Finlande (Spierings et al., 2017).

Le Vlaams Belang, l'homonationalisme à la belge

Le parti de droite radicale et nationaliste flamand Vlaams Belang (VB) a montré des signes assez progressistes sur les thématiques touchant les personnes homosexuelles, notamment en ne s'opposant pas au mariage entre personnes de même sexe (Akkerman, 2015). En effet, le parti a développé au sein de ses programmes électoraux et manifestes des vues plus modernes sur les thématiques de genre (de Lange et Mügge, 2015). Le parti adopte une position de tolérance envers les personnes homosexuelles, comme l'illustrent de multiples interpellations et contenus partagés sur ses sites et réseaux sociaux. Néanmoins, cette impression de tolérance cache une rhétorique homonationaliste. En effet, l'énonciation de défense des droits des personnes homosexuelles se retrouve quasi systématiquement liée à la question de l'islam, présenté comme une religion intolérante et homophobe. Au-delà de ces positions de tolérance, le parti compte au sein de son organisation de nombreux individus ayant émis des déclarations homophobes et transphobes en plus d'entretenir des liens avec des mouvements d'extrême droite à l'intolérance exacerbée (par exemple, Schild en Vrienden).

Les partis de droite radicale, de réels soutiens aux thèmes et aux personnes LGBTQIA+ ?

Afin de tempérer une hypothétique dimension « moderne » et « libérale » des partis de droite radicale envers les personnes LGBTQIA+, il est également important de souligner le soutien à géométrie variable qu'ils apportent, variant en fonction des individus concernés. En effet, les partis de droite radicale tels que le Rassemblement National (RN), le Vlaams Belang ou encore le Partij Voor de Vrijheid entendent défendre dans leurs discours les personnes homosexuelles et non les personnes LGBTQIA+ dans leur ensemble. Les personnes transgenres et intersexuées ne sont quasiment pas, voire pas du tout, mobilisées par les partis de droite radicale. De plus, considérer les partis de droite radicale comme « modernes » ne prend sens que dans le cadre de leur agenda nativiste. Malgré une atténuation des discours et de l'agenda de certains partis de droite radicale, il est difficile de parler d'ouverture totale pour plus d'égalité envers les personnes homosexuelles et encore plus lorsque l'on élargit la question aux personnes LGBTQIA+. Sans prendre position explicitement pour ou contre l'évolution de la situation des personnes LGBTQIA+, les partis de droite radicale que sont le VB, le RN ou encore le PVV adoptent la stratégie du silence (Farris, 2017). Cette stratégie permet de ne pas perdre les électeurs anti-LGBTQIA+ ainsi que de maintenir ou d'attirer un électorat « homonationaliste ».

Plus largement, la constatation que les partis de droite radicale émettent des positions et des discours favorables aux personnes LGBTQIA+ est également à tempérer lorsque nous dézoomons la focale de l'Europe de l'Ouest en étendant l'analyse sur le reste de l'Union européenne. La construction de la personne non hétéronormée comme une menace est plus explicite au sein des pays d'Europe centrale et orientale tels

que la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie (Wodak, 2020). En effet, le discours des partis de droite radicale s'attaquant plus globalement à ce qu'ils nomment « idéologie de genre », théorie du genre ou *genderism* s'oppose dans ces pays à l'évolution de la situation des personnes LGBTQIA+ vers un élargissement des droits concernant de nombreux sujets tels que l'union civile ou l'adoption. L'avancée sur les questions LGBTQIA+ est perçue comme une décadence occidentale et une atteinte à la chrétienté (Wodak, 2020). Cette opposition à l'égalité des personnes LGBTQIA+ mène à un retour en arrière et à des atteintes à la société civile impliquée sur ces thématiques, comme l'illustrent les cas hongrois ou polonais (Kováts, 2018).

Les partis de droite radicale et l'idéologie de genre

Les partis de droite radicale hors Europe centrale et orientale mobilisent également dans leurs discours la notion d'idéologie de genre. L'« idéologie de genre », signifiant *vide* qui relie les préoccupations des personnes et militants anti-LGBTQIA+ et plus largement antiféministes, revient fréquemment dans les discours des partis de droite radicale (Mayer et Sauer, 2017). La théorie du genre peut être comprise comme un *backlash* conservateur envers notamment les droits des personnes LGBTQIA+ et trace une dichotomie entre un milieu hétéronormé et patriarcal en perte de substance menacé par un milieu revendiquant des politiques favorables à l'égalité de genre et aux personnes LGBTQIA+ (Kováts, 2017). L'utilisation de cette notion vise à délégitimer les politiques et connaissances sur les thèmes du genre et de la sexualité. L'« idéologie de genre » est également mobilisée par ses utilisateurs comme une idéologie totalitaire imposée par une certaine élite et la gauche, et tentant de mettre à mal, voire même de détruire la famille

(Mayer et Sauer, 2020). Le discours sur cette supposée idéologie de genre n'est pas propre aux partis d'extrême droite et est mobilisé par un plus large éventail d'acteurs catégorisés par leurs mobilisations anti-genre (Paternotte, 2020 ; Mayer et Sauer, 2020).

En conclusion, la relation entre les partis de droite radicale et les thèmes et personnes LGBTQIA+ est bien plus complexe qu'il n'y paraît. En effet, il n'est pas possible d'émettre des généralisations tant les réalités et discours diffèrent entre contextes, pays et partis. Alors que, dans certains cas, les partis de droite radicale sont ouvertement intolérants envers les personnes non hétéronormées, plusieurs autres émettent des positions plus tolérantes principalement envers les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles. Ces discours et éléments de langage incitant à reconsidérer ces derniers comme « modernes » sur les questions sexuelles et d'identité de genre sont cependant souvent accompagnés de discours xénophobes et islamophobes. De plus, les partis de droite radicale défendent toujours une conception traditionnelle de la famille en plus de faire partie (à des degrés d'implication variés) des acteurs prenant part au mouvement anti-genre. Il est dès lors indispensable d'approcher avec beaucoup de nuance la relation entre les partis de droite radicale et les thématiques et personnes LGBTQIA+.

Bibliographie

Akkerman, T. (2015). Gender and the radical right in Western Europe: A comparative analysis of policy agendas. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 37-60.

de Lange, S. L., Mügge, L. M. (2015). Gender and right-wing populism in the Low Countries: ideological variations across parties and time. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 61-80.

Farris, S. R. (2017). *In the name of women's rights: The rise of femonationalism*, Durham and London, Duke University Press.

Kováts, E. (2017). The emergence of powerful anti-gender movements in Europe and the crisis of liberal democracy. In Köttig, M., Bitzan, R., & Petö, A. (Eds.). *Gender and far right politics in Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 175-189.

Kováts, E. (2018). Questioning consensus: Right-wing populism, anti-populism, and the threat of 'gender ideology'. *Sociological Research Online*, 23(2), 528-538.

Lancaster, C. M. (2020). Not so radical after all: Ideological diversity among radical right supporters and its implications. *Political Studies*, 68(3), 600-616.

Mayer, S., Sauer, B. (2020). 'Idéologie de genre' en Autriche : Coalition autour d'un signifiant vide. In Kuhar, R., et D. Paternotte. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon, 59-78.

Mudde, C. (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

Paternotte, D. (2020). Le mouvement anti-genre en perspective comparée. In Kuhar, R., and D. Paternotte. (Eds.). *Campagnes anti-genre en Europe : des mobilisations contre l'égalité*. Presses universitaires de Lyon, 311-338.

Puar, J. (2007). *Terrorist Assemblages*. Durham and London, Duke University Press.

Puar, J. (2013). Rethinking homonationalism. *International Journal of Middle East Studies*, 45(2), 336-339.

Spierings, N., & Zaslove, A. (2015). Gendering the vote for populist radical-right parties. *Patterns of Prejudice*, 49(1-2), 135-162.

Spierings N., Lubbers M., Zaslove A. (2017). 'Sexually modern nativist voters': Do they exist and do they vote for the populist radical right? *Gender and Education*, 29, 216–237.

Wodak, R. (2020). *The Politics of Fear: The shameless normalization of far-right discourse*. Londres, Sage.

Lutter contre les discours anti-genre en Belgique : construire des solutions collectives

Henry Maes

UCLouvain/VUB

« Comment lutter contre les discours anti-genre ? », voilà la question qui a été posée à un panel de participant·e·s volontaires issu·e·s du monde de l'enseignement, de la recherche, du secteur associatif et des institutions publiques. C'est à partir de leurs expériences de terrain et de nos réflexions que nous proposons le présent compte-rendu. Nous commencerons par éclairer ce que l'on entend concrètement par discours anti-genre en Belgique, puis, une fois les problèmes identifiés, nous proposerons des pistes de solutions qui ont émergé dans le cadre de nos discussions. Alors que nous sommes à la veille des campagnes électorales des prochaines élections en Belgique, ce travail paraît crucial, d'autant plus que ces discours anti-genre semblent gagner du terrain.

Dresser le constat : circonscrire l'expérience des discours anti-genre

Penser la lutte contre les mouvements anti-genre implique nécessairement de circonscrire d'abord le périmètre de leurs discours. En effet, bien qu'il apparaisse que leurs revendications touchent à une série de questions spécifiques, nommément : les droits des personnes LGBTQI+, les droits reproductifs, l'éducation aux questions de genre et de sexualité, les études de genre et la mobilisation d'un certain idéal démocratique, c'est également leur pluralité qui les caractérise (Paternotte & Kuhar, 2017 ; 2018). À cet égard, Paternotte (2023) les compare à la créature monstrueuse de Frankenstein, pas tant parce que leurs revendications seraient intrinsèquement mauvaises (quoiqu'on puisse en débattre), que parce que la diversité des questions qu'ils abordent localement (et c'est là qu'il faut penser à l'assemblage désordonné de la créature) est en fait constitutive de ces mouvements. Nous avons donc proposé aux participant·e·s d'exprimer quelles expériences de terrain il·elle·s avaient des discours et acteur·rice·s anti-genre, pour aborder la façon de les combattre concrètement en Belgique.

Cela étant dit, au-delà des enjeux spécifiques qui peuvent faire l'objet de campagnes anti-genre localement, on constate effectivement des similarités entre les arguments qu'ont identifiés les participant·e·s et ce que la littérature observe à une échelle transnationale. D'abord, l'idée que les militant·e·s féministes et LGBTQI+ iraient « trop loin » dans leurs revendications, déclinée sous d'autres formules – « on ne va pas s'adapter aux minorités, on dépasse les limites » ; « vous exagérez » –, est revenue à plusieurs reprises. Cet argument est largement partagé par les mouvements anti-genre en Europe et mobilise l'idée d'un sens commun raisonnable qu'il faudrait opposer aux revendications

déraisonnables des militant·e·s pour l'égalité (Paternotte & Kuhar, 2017, p. 264). Il sera alors assorti – et les participant·e·s faisaient également cette observation – d'une forme de victimisation (Kuhar, 2017, p. 227). En fait, ce sont les hommes qui seraient devenus les victimes de cette prétendue offensive à leur rencontre.

Ensuite, l'idée que les revendications pour l'égalité iraient « trop loin » est associée à un discours sur une supposée « propagande » contagieuse qui pourrait même aller jusqu'à pousser des jeunes à vouloir changer de genre contre leur gré selon ce que relate un·e des participant·e·s comme exemple de discours anti-genre. On trouve ici le discours selon lequel on aurait entrepris un chemin qui nous mène sur une « pente glissante » ou que l'idéologie du genre serait un « cheval de Troie » (Kovats & Peto, 2017, p. 119 ; Cornejo & Pichardo Galán, 2017, p. 236 ; Graff & Korolczuk, 2017, p. 178-181 ; Paternotte & Kuhar, 2017, p. 7). Une autre terminologie plus originale, en France et en Suisse, est celle de l'idée d'un « saucissonnage » du militantisme féministe et LGBTQI+ qui chercherait, par étapes – que sont les différents saucissons liés ensemble – à obtenir des victoires qui seraient inacceptables (Pennetier, 2014 ; Quiquerez, 2019 ; Sandoz, 2019).

Peu importe les termes employés, la logique est la même : selon les mouvements anti-genre, se propagerait la menace d'une transformation profonde et dangereuse de la société. De telles suppositions ne sont pas sans rappeler des formes de croyances complotistes qui sont effectivement rapprochables des discours anti-genre (Compoy, 2016 ; Paternotte & Kuhar, 2017 ; Zottola & Borba, 2022) ou plus clairement du populisme opposant le peuple dépositaire du sens commun et les élites qui défendraient un agenda de mise en danger de la société traditionnelle (Graff & Korolczuk, 2022 ; Fassin, 2020). D'ailleurs, cet argument de mise en danger est renforcé par l'idée, dont plusieurs participant·e·s ont été témoins et qui est partagée transnationalement,

que les combats portés par les militant·e·s féministes et LGBTQI+ n'auraient plus lieu d'être, car l'égalité serait déjà acquise (voir : pour l'Autriche, Mayer & Sauer, 2017 ; sur l'existence d'un *backlash* qui s'appuie sur le cas américain, Faludi, 1991).

Si suggérer que l'égalité est complètement acquise en Belgique est fantaisiste, les participant·e·s reconnaissent une certaine ambivalence du cas belge avec, d'une part, un cadre légal de lutte contre les discriminations qu'ils jugent assez satisfaisant (même s'il reste de la place pour l'amélioration) et, d'autre part, de récentes offensives anti-genre. Cette ambivalence peut donc constituer un premier élément caractéristique du cas belge (voir à ce sujet également Bracke, Dupont & Paternotte, 2017). Subséquemment, notons en particulier que c'est autour de débats portant sur des productions culturelles (dessins animés, films, séries) que semblent se mobiliser ces arguments, en particulier lorsque ces créations sont destinées aux enfants (par exemple, le cas d'Ariel, le personnage éponyme du remake de *La Petite Sirène* joué par une actrice noire, ou celui d'un bison non binaire dans *Ridley Jones : La protectrice de musée* ont ainsi été mentionnés).

Ainsi, ce ne sont pas tant des droits concrets qui seraient pointés du doigt par les militant·e·s anti-genre, mais une certaine normalisation des idéaux féministes et LGBTQI+. Ces offensives réactionnaires prennent ainsi la forme de paniques morales (Mahoudeau, 2022) sur les réseaux sociaux et dans les médias. Partant de ce constat, il est apparu que plusieurs de ces exemples (également les mentions d'Éric Zemmour, Touche Pas à Mon Poste, le groupe Bolloré, etc.) étaient ancrés dans le cas français, ce qui nous permet de supposer une forme de porosité des questions mobilisées spécifiquement par les mouvements anti-genre dans le monde francophone. Cela dit, d'autres références non francophones ont également été soulevées par les participant·e·s, comme la manière dont J. K. Rowling s'est alliée avec des activistes TERF (Trans Exclusionary Radical Feminists, des féministes qui excluent

délibérément les personnes trans de leur combat), faisant du mal à la communauté LGBTQI+.

Pour revenir à un cadre strictement belge, les participant·e·s ont soulevé l'existence de discours contre un prétendu mouvement « woke », discours qui émergent en Belgique en partie à travers l'action du Mouvement Réformateur (MR) qui semble opérer une transition conservatrice jugée surprenante lors des discussions. De plus, le rapport du Centre Jean Gol (centre d'études du MR) qui s'attardait sur la question du wokisme (2022) a été une occasion pour les participant·e·s de mettre en avant l'impératif de scientificité qui semblait cruellement manquer dès lors qu'on abordait les questions soulevées par les mouvements anti-genre. Il y aurait ainsi, plus largement dans la société, une tension autour du manque de distinction entre ce qui constitue un fait et ce qui constitue une opinion, en particulier quand qu'il s'agit de croyances religieuses ou encore de croyances complotistes (cf. supra). Observons en dernier élément que peu de références étaient faites au monde néerlandophone, qui pourtant n'est pas en reste en matière d'offensives anti-genre (à cet égard, voir les récentes sorties de Bart de Wever [2023] sur le wokisme, ou celles de Dries Van Langenhove sur des lectures faites à des enfants par des drag queens [Cazzetta, 2023]).

De l'impuissance à l'action

Au-delà de l'identification des discours anti-genre, les participant·e·s à cet atelier se sont également attelé·e·s à penser comment lutter contre ceux-ci. Toutefois, le premier constat qu'il a fallu dresser était celui d'une certaine forme d'impuissance. Une telle observation est d'ailleurs partagée de manière générale par plusieurs auteur·rice·s (Stefanoni, 2022 ; de Lagasnerie, 2020) qui notent que du côté progressiste, on est en mal d'idées pour penser une lutte qui puisse être efficace. Spécifiquement, pour les acteur·rice·s de terrain avec lesquel·le·s nous avons échangé, émergeait la problématique d'une différence importante entre l'impression d'évolution sur ces thématiques et la persistance de discours anti-genre. Ainsi, la « bulle » dans laquelle vivaient les militant·e·s progressistes les empêcherait d'avoir l'impact qu'elles et ils espéraient avoir. De plus, le « retour à la réalité » sporadique les confronterait à une certaine déception.

Dans un registre similaire, les participant·e·s considéraient que le fossé au sein du secteur associatif entre, d'une part, les organisations qui militent sur les questions de luttes contre le racisme et les questions de migration et, d'autre part, les organisations LGBTQI+ empêchaient d'agir efficacement auprès de publics qui sont pourtant concernés conjointement par ces questions. Cette imperméabilité mérite d'être mentionnée dès lors qu'on peut voir exister une certaine défense des droits des personnes LGBTQI+ (pour le coup blanches) en opposition aux droits des personnes racisées, comme le concept d'homonationalisme le propose (Puar, 2007 ; 2018). S'ajoutant à la question de la race (entendue au sens de race sociale comme le propose Guillaumin, 1972), celle de la classe importe aussi pour comprendre notre impuissance. Il importe de nous interroger sur la manière de travailler ces questions avec des personnes précaires, a

fortiori dans un contexte de crise économique. Plus prosaïquement, pour celui·elle qui ne sait pas payer ses factures, qu'est-ce qu'il·elle en aurait à faire de la transidentité ?

Cette question des différences d'expériences entre différents publics doit être lue en parallèle de ce que certain·e·s militant·e·s partageaient sur les attentes des institutions. En effet, celles-ci insisteraient sur des chiffres et des indicateurs, qui ne prennent pas assez en compte l'expérience quotidienne des personnes LGBTQI+. Ainsi, à la fois les organisations LGBTQI+ et les organisations féministes ont du mal à établir des liens avec le vécu d'autres groupes sociaux, et les institutions en charge des luttes contre les discriminations ont du mal à entendre le vécu des personnes LGBTQI+ et féministes. Il nous faut observer toutefois que ce focus sur le vécu est d'une certaine manière contradictoire avec un des problèmes identifiés antérieurement : le manque de distinction entre discours et opinions. De fait, comment réconcilier un impératif d'objectivité et celui de subjectivité qui sont pourtant tous les deux réclamés ?

S'agissant, d'une part, de la question de l'imperméabilité du secteur associatif LGBTQI+, il semblerait qu'une approche intersectionnelle (Crenshaw, 1990), qui s'intéresse donc à l'intersection de différentes discriminations, soit une piste de solution. Il s'agirait d'absolument s'engager dans une véritable convergence des luttes, afin de répondre à la nécessité pour le mouvement LGBTQI+ de lutter contre le racisme et les inégalités de classe. Concrètement, la mobilisation d'outils pour penser l'intersectionnalité, comme la roue du pouvoir/privilège, a été soulevée. Plus durablement encore, c'est en construisant des solidarités avec des organisations qui militent sur ces questions (et en particulier des organisations qui font le lien entre ces différentes questions, par exemple, associations de réfugiés queer, associations professionnelles queer, etc.), c'est-à-dire en construisant un vécu commun, que la convergence se fera.

D'autre part, sur le paradoxe soulevé entre appel à l'objectivité et à la subjectivité, les discussions des participant·e·s ont été créatives. Effectivement, il semble clairement y avoir une nécessité de renforcer l'apprentissage à l'esprit critique. Il s'agit alors de « débunker les croyances et les peurs ». Mais au-delà de cet objectif, il importe aussi de proposer un nouveau récit. En effet, il ne s'agit pas uniquement de déconstruire, mais aussi de reconstruire. Clairement, ne proposer aucune grille de lecture, que du « vide » en fait, ne constitue pas un projet politique viable pour convaincre. L'idée d'un nouveau récit permet alors de concilier cet objectif d'objectivité et de subjectivité, car il accorde de la place à la fois à la nécessité de déconstruire les croyances infondées et aussi aux vécus des personnes LGBTQI+ qui pourraient alors constituer des chapitres de cette nouvelle histoire. Concrètement, des initiatives qui cherchent à questionner nos contes et légendes et à y inverser les rôles traditionnels, ou le développement de médias indépendants ou de contenus qui vont dans ce sens, participent de l'écriture de ce nouveau récit.

Note finale

Le contenu de ce compte-rendu est clairement lié à la composition de l'atelier qui a permis aux discussions d'exister. Toutefois, la manière dont nous avons délimité ce que sont les mouvements et discours anti-genre en Belgique nous semble convaincante. À la fois parce que les caractéristiques mises en avant semblent se rapprocher de ce que la littérature dit de ce mouvement transnational, mais aussi parce que ce que les participant·e·s ont dit de l'ambivalence du cas belge s'ancre dans leur expérience de terrain. S'agissant des solutions, penser la convergence et la création d'un contre-discours permettra, nous l'espérons, d'imaginer des solutions concrètes pour l'avenir.

Finalement, il ressort de cet atelier que la lutte contre les discours anti-genre nécessite une action collective et intersectionnelle pour surmonter les obstacles qui entravent l'avancement de la lutte contre les discriminations.

Bibliographie

Bracke, S., Dupont, W., & Paternotte, D. (2017). "No prophet is accepted in his own country": Catholic anti-gender activism in Belgium. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality*. (pp. 41-78). Rowman & Littlefield.

Campoy, A. (2016, 4 novembre). A conspiracy theory about sex and gender is being peddled around the world by the far right. *Quartz*. Accédé le 22 avril 2023 sur : <https://qz.com/807743/conservatives-have-created-a-fake-ideology-to-combat-the-global-movement-for-lgbti-rights>

Gazzetta, C. (2023, 24 mars). Ophef na protest Dries Van Langenhove bij voorleesmoment. *Het Nieuwsblad*. https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20230324_96451719

Cornejo, M., & Pichardo, J. I. (2017). From the pulpit to the streets: Ultra-conservative religious positions against gender in Spain. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality*. (pp. 233-252). Rowman & Littlefield.

Crenshaw, K. (1990). Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color. *Stan. L. Rev.*, 43, 1241.

De Wever, B. (2023). *Over woke*. Borgerhoff & Lamberigts.

Faludi, S. (1991). *Backlash: The undeclared war against American women*. Crown.

Fassin, É. (2020). Campagnes anti-genre, populisme et néolibéralisme en Europe et en Amérique latine. *Revue internationale et stratégique*, (3), 79-87.

Geets, N. (2022). Le wokisme, ce nouveau totalitarisme dont on ne peut prononcer le nom. Centre Jean Gol. <https://www.cjg.be/le-wokisme-ce-nouveau-totalitarisme-dont-on-ne-peut-prononcer-le-nom/>

Graff, A., & Korolczuk, E. (2022). *Anti-gender politics in the populist moment*. Taylor & Francis.

Guillaumin, C. (1972). Caractères spécifiques de l'idéologie raciste. *Cahiers internationaux de sociologie*, 247-274.

Korolczuk, E., & Graff, A. (2017). "Worse than communism and Nazism put together": War on gender in Poland. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality*. (pp. 175-194). Rowman & Littlefield.

Kováts, E., & Pető, A. (2017). Anti-gender discourse in Hungary: A discourse without a movement. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality*. (pp. 117-131). Rowman & Littlefield.

de Lagasnerie, G. (2020). *Sortir de notre impuissance politique*. Fayard.

Mahoudeau, A. (2022). *La panique woke*. Éditions Textuel.

Mayer, S., & Sauer, B. (2017). 'Gender ideology' in Austria: Coalitions around an empty signifier. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality*. (pp. 23-40). Rowman & Littlefield.

Paternotte, D. (2023). Victor Frankenstein and its creature: the many lives of 'gender ideology'. *International Review of Sociology*, 1-25.

Paternotte, D., & Kuhar, R. (2017). Gender ideology in movement: Introduction. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality*. (pp. 1-22). Rowman & Littlefield.

Paternotte, D., & Kuhar, R. (2017). The anti-gender movement in comparative perspective. Dans Kuhar, R., & Paternotte, D. (Eds.) *Anti-*

gender campaigns in Europe: Mobilizing against equality. (pp. 253-276). Rowman & Littlefield.

Paternotte, D., & Kuhar, R. (2018). Disentangling and locating the "global right": Anti-gender campaigns in Europe. *Politics and Governance*, 6(3), 6-19.

Pennetier, M. (2014, 7 février). La "Manif pour tous" met Ayrault en garde sur la loi famille. *Reuters*. Accédé le 20 avril 2023 sur : <https://www.reuters.com/article/ofrtp-france-famille-rochere-20140207-idFRPAEA1601X20140207>

Puar, J. K. (2007). Introduction: Homonationalism and biopolitics. Dans Grewal, I., Kaplan, C., & Wiegman, R. (Eds). *Terrorist Assemblages* (pp. 1-36). Duke University Press.

Puar, J. K. (2018). *Terrorist assemblages: Homonationalism in queer times*. Duke University Press.

Quiquerez, F. (2019, 14 février). Les homosexuels refusent un « mariage pour tous » au rabais. *Tribune de Genève*. Accédé le 20 avril 2023 sur : <https://www.tdg.ch/les-homosexuels-refusent-un-mariage-pour-tous-au-rabais-682664164894>

Sandoz, S. (2019, November 14). Les entourloupes parlementaires du mariage pour tous. *Le Grain De Sable*. Accédé le 20 avril 2023, <https://blogs.letemps.ch/suzette-sandoz/2019/11/14/les-entourloupes-parlementaires-du-mariage-pour-tous/>

Stefanoni, P. (2022). *La rébellion est-elle passée à droite ? Dans le laboratoire mondial des contre-cultures néoréactionnaires* (M. Saint-Upéry, trad.). La Découverte.

Zottola, A., & Borba, R. (2022). Gender ideology and the discursive infrastructure of a transnational conspiracy theory. *Discourses of and about Conspiracy Theories*, 465-488. Dans Demata, M., Zorzi, V., & Zottola, A. (Eds.). *Conspiracy Theory Discourses* (pp. 465-488). John Benjamins Publishing Company.

Le fémonationalisme : amalgame ou convergence des luttes ?

Guillaume Lejeune

CAL Charleroi

Il est aujourd'hui question de « fémonationalisme²⁷ » au sein des partis d'extrême droite. La droite radicale serait un moyen de défendre le féminisme en tant qu'il est une conception occidentale qui serait menacée par une ouverture inconsidérée des frontières. Mais les liaisons dangereuses du nationalisme et du féminisme bénéficient-elles aux deux parties ? Comment distinguer la convergence de l'amalgame ?

Le positionnement des partis d'extrême droite par rapport au féminisme a aujourd'hui quelque chose de rhétorique. Il fluctue au gré des circonstances. Les positions sont parfois contradictoires ou à géométrie variable. On observe dès lors des divergences d'un pays à l'autre, d'un groupuscule à l'autre, suivant que l'ennemi que l'on entend

27 S.R. Farris, *In the name of women's rights: The rise of femonationalism*, Durham, London, Duke University Press, 2017.

contrer est l'étranger, l'élite ou l'anarchiste qui viendrait déstabiliser l'ordre des familles.

On aurait pu croire que l'extrême droite, par son côté conservateur, se montrerait par définition hostile aux progrès sociaux et à la question des genres pluriels. C'était le cas et c'est encore parfois le cas. Mais, pour se donner une apparence de modération et dans un contexte de fermeture aux étrangers, il n'est pas rare que des partis, stratégiquement, se montrent ouverts afin de mieux marquer une forme d'hostilité à des étrangers dont la culture serait moins encline à l'égalité des sexes et à la pluralité des genres. On parle alors respectivement de « fémonationalisme » et d'« homonationalisme²⁸ » pour traduire ces phénomènes.

Ces concepts semblent indiquer que l'on peut se montrer progressiste en ce qui concerne la question du genre, du moins dans les discours, tout en défendant une politique de repli identitaire sur une nation. Analysons le cas précis du fémonationalisme. Une telle alliance s'opère tout d'abord à travers la sélection de certains thèmes : la question du voile, de l'émancipation et des violences faites aux femmes. Le point de départ est moins la honte de dévaloriser les femmes que la peur de voir d'autres cultures s'imposer. Il s'agit de sécuriser les droits acquis par les femmes en repoussant la menace que présentent certaines cultures étrangères comme l'Islam que l'on ne se prive pas de caricaturer.

Peut-on, dans ce contexte, parler de convergence des luttes ? À en croire les partisans du fémonationalisme, la lutte contre l'étranger se lie à une lutte pour l'émancipation des femmes. Le féminisme apparent donne ainsi une figure positive au rejet de l'autre. Mais le fémonationalisme sert-il vraiment le féminisme ? Comme le souligne

28 J. Puar, « Rethinking homonationalism », *International Journal of Middle East Studies*, 2013, pp. 336-339.

François Debras²⁹, la lutte en faveur des femmes, dans le cas du RN, ne passe pas par des quotas ou par l'écriture inclusive, mais par la dénonciation de l'immigration, voire par la dénonciation de l'Islam.

Pour trancher cette délicate question de l'amalgame ou de la convergence, la méthodologie que nous allons adopter est la suivante : on ne va pas s'en remettre à une vision essentialiste, mais à une approche relationnelle. Définir le nationalisme ou le féminisme peut en effet nous conduire dans d'interminables débats. Pour éviter ce travers, on considérera le nationalisme et le féminisme comme des mouvements assimilables à des espèces distinctes et on se centrera sur leurs relations plutôt que sur leur substance propre.

L'écologie des relations interspécifiques peut alors nous aider. Dans la nature, les relations interspécifiques sont les suivantes : prédation, parasitisme, commensalisme, mutualisme, concurrence, indifférence et symbiose. Partir de relations interspécifiques pour essayer de typer la relation de deux mouvements nous permettra de distinguer une pluralité de relations possibles et de clarifier le rapport du nationalisme au féminisme.

La relation interspécifique la plus remarquable est sans doute la prédation. Cette relation ne s'inscrit pas dans la durabilité. La proie mange sa victime. Or ici, avec deux mouvements de militance, on a quelque chose de durable. Un mouvement se construit, s'inscrit dans le temps. Le rapprochement du nationalisme au féminisme n'est pas celui de la prédation. Il est quelque chose qui a vocation à préserver les mouvements qu'il rassemble. Il s'agirait dès lors plutôt de parasitisme de la part du nationalisme.

Le parasitisme consiste à utiliser l'autre pour ses fins, mais en inscrivant ce rapport instrumental dans la durée. Rapprocher le nationalisme du

29 On consultera son article dans ce dossier.

féminisme profite au nationalisme. Mais cela nuit au féminisme qui, s'il devait recouvrir les desseins du nationalisme, exclurait toutes les femmes issues de cultures étrangères. Le rapprochement prend donc bien la forme du parasitisme. Le nationalisme parasite le féminisme. Il s'en sert pour nourrir sa substance, se donner une forme de légitimité, et lui nuit, puisqu'il déforce le féminisme en le mettant en tension. À l'instar du coucou, le nationalisme se fait passer pour le mouvement qu'il parasite. Le nationaliste, tel un imposteur, se présente comme féministe, mais cela s'opère au prix du remplacement du féminisme authentique par des nationalistes qui ne sont féministes qu'en apparence. On ne peut parler de convergence quand l'impulsion d'un rapprochement ne provient que d'un groupe militant et ne sert que celui-ci. Ici, le fémonationalisme est moins la rencontre de deux luttes que l'expression d'un nationalisme qui instrumentalise le féminisme pour ses fins. Il y a là quelque chose d'unilatéral et de réducteur.

D'autres relations unilatérales existent au sein de la nature. Le commensalisme a aussi pour objet de se servir d'une autre entité vivante, mais sans que cela ne lui nuise. Or le côté clivant du nationalisme ne peut que nuire au féminisme en le réduisant à l'expression d'une culture particulière alors qu'il a une vocation universelle.

Si le nationalisme, d'une certaine façon, nuit au féminisme, qui a pour vocation de pouvoir s'adresser à toutes les femmes, il ne s'oppose pas pour autant à lui. Il n'est plus en concurrence avec le féminisme comme cela a pu être le cas à une certaine époque où dominait une forme de conservatisme. Il y a des intersections possibles entre nationalisme et féminisme. On peut être l'un et l'autre, même s'il n'y a aucune nécessité à ce que l'on soit l'un si on est l'autre. Le nationalisme n'est plus en concurrence avec le féminisme.

Les « fémonationalistes » vont toutefois plus loin qu'un apaisement de relations de conflictualité entre féminisme et nationalisme. Ils

jouent la carte du soutien mutuel. Selon eux, pour vraiment défendre le féminisme, il faut être nationaliste, car ce à quoi le nationalisme s'oppose est en concurrence avec le féminisme. D'un côté, le féminisme réussirait à vaincre le masculinisme associé aux cultures étrangères grâce à son inscription dans le nationalisme. D'un autre côté, le nationalisme casserait son image négative en montrant son soutien au féminisme. Chacun aurait un effet bénéfique sur l'autre. Les deux mouvements travailleraient main dans la main, car ils auraient un ennemi commun : les masculinités toxiques qu'on amalgamerait avec l'étranger, y compris la femme étrangère qui se ferait complaisamment complice d'une société patriarcale. N'est-ce pas les mères qui excisent les filles, comme on l'entend souvent sans que l'on ne prenne la peine d'approfondir le sujet ? Selon cette image, le nationalisme se présente comme coopérant avec le féminisme. Il apporterait au féminisme une ligne de front concrète. Il permettrait de définir une politique de protection de la femme. Le féminisme en contrepartie permettrait au nationalisme de faire ressortir les pensées positives qui l'animent. Selon cette vision des choses, on aurait une sorte de mutualisme. Chaque mouvement se renforcerait. La cible à affronter et l'objectif à atteindre se rejoindraient. Il s'agirait d'imposer les valeurs égalitaires occidentales en luttant contre les masculinités toxiques véhiculées par les étrangers. Sans compter que cela ne tient pas compte des masculinités toxiques qui subsistent structurellement dans l'Occident chrétien ou laïque, cela présuppose que l'étranger peut être amalgamé à une menace pour le droit des femmes, ce qui est loin d'être le cas. En effet, de nombreux mouvements féministes en dehors de la culture occidentale existent. Il va de soi que le fémonationalisme ne tient aucunement compte de la question du *womanisme* ou plus généralement de la question des multiples intersectionnalités. Les deux mouvements ne se servent l'un l'autre que pour peu qu'on réduise le féminisme à une forme à subsumer sous les idées d'extrême droite. On ne peut véritablement parler de mutualisme que si les deux mouvements se rejoignent dans l'ensemble

sur leurs objectifs et leurs luttes. On ne peut parler de convergence quand le recouvrement est marginal. Certes, quand on veut mailler les luttes, il faut éviter le « narcissisme des petites différences³⁰ ». Mais on ne peut réduire des divergences aussi fondamentales que celles qui distinguent les objectifs du nationalisme de ceux du féminisme. Pour qu'une véritable convergence ait lieu, il faut qu'il y ait un profit mutuel. On parle alors de mutualisme. Or à qui profite le fémonationalisme ? Au nationalisme, mais pas aux femmes ! On n'a donc pas de mutualisme. Pour qu'il y ait mutualisme, il faut un ennemi commun ou un combat commun. Le féminisme et les mouvements gays peuvent par exemple se rejoindre, car ils s'opposent à un modèle de société basé sur des genres figés. Mais on n'a pas une telle convergence pour le nationalisme et le féminisme.

Si les deux mouvements ne se rejoignent pas, le fait que l'un puisse instrumentaliser l'autre en créant une sorte d'amalgame montre que leur rapport n'est pas simplement un rapport d'indifférence. Il apparaît trop facile de parler d'indifférence pour se dédouaner d'avoir à penser les relations complexes d'un mouvement à un autre. On ne lutte pas contre le parasitisme en criant haut et fort que les espèces concernées devraient entretenir une relation d'indifférence. Il faut déconstruire le parasitisme en montrant sa spécificité.

Le dernier type de relation qui se rencontre dans la nature est celui de la symbiose. Au vu des développements précédents, on pourra être ici assez bref. La symbiose signifie que deux espèces ont besoin l'une de l'autre pour exister. Certaines plantes ne peuvent exister sans un champignon qui leur apporte certaines substances et ce champignon ne peut subsister sans la plante. Dans le contexte qui est le nôtre, une relation symbiotique signifierait que deux mouvements sont nécessaires l'un à l'autre pour exister. Mais s'il y a une telle nécessité dans la relation,

30 Paul Magnette, *La vie large*, Paris, La découverte, 2022, p. 144.

l'émergence d'un mouvement est concomitante à celle de l'autre. Les deux mouvements ont alors une histoire commune. Ce n'est qu'au prix d'un curieux révisionnisme que l'on pourrait montrer que le féminisme et le nationalisme se sont toujours soutenus. Comme on l'a montré, on ne peut parler de mutualisme en ce qui concerne le nationalisme et le féminisme qu'en forçant le trait, en faisant correspondre la réalité à une idée qu'on s'en donne (ce qui est le propre des idéologies), on ne peut donc ici, *a fortiori*, parler de relations symbiotiques.

En conclusion, le nationalisme et le féminisme n'ont pas un horizon commun. Ils ne se rejoignent qu'au prix d'une réduction du féminisme à féminisme blanc ostracisant. Une convergence au prix d'une réduction d'un des termes à l'autre est une assimilation. Le féminisme ne subsiste qu'en tant qu'il s'identifie au nationalisme. Le féminisme dans cette conception est assimilé au nationalisme, il n'est pas intégré à celui-ci, car il ne le transforme pas de l'intérieur. La transformation ne concerne ici que le féminisme qui perd son ouverture au profit d'un repli identitaire.

Une convergence des luttes se doit de maintenir la singularité de tous les termes qu'elle rassemble. Il faut en d'autres mots que la singularité des luttes singulières ne soit pas gommée par l'objectif commun qui est poursuivi. Il ne faut pas que l'universel efface les singularités. C'est pour cela que l'on parle parfois aujourd'hui de *pluriversalité* ou de *diversalité*. Cela signifie que l'horizon commun n'est pas celui d'une uniformisation des choses, mais celui d'une articulation de la diversité. Il faut retrouver, derrière une lutte, son fondement universel et défendre la façon dont il se singularise. L'universel est alors à trouver dans le dialogue et non comme quelque chose qui serait un principe d'exclusion.

En bref, une convergence des luttes ne fait droit à l'ensemble des mouvements qu'elle rassemble que si les singularités qu'elle lie visent

un même horizon de réalisation. Le féminisme peut jouer dans une vision humaniste et s'inscrire dans certaines convergences de luttes, comme l'écoféminisme en tant que l'écologie et le féminisme procèdent d'une même opposition à un modèle unique, une sorte de monoculture des esprits, et visent l'un comme l'autre à faire de la diversité un principe. Le nationalisme, quant à lui, ne pourra servir une convergence de lutte qu'en réduisant le mouvement auquel il se liera à l'horizon d'une forme de particularisme, celui de la culture particulière qu'il défend. La convergence des luttes se fait alors sous un mode déficitaire. C'est une convergence forcée qui ne s'achète qu'au prix de la réduction de la divergence. Elle n'est pas l'expression de luttes concrètes qui retrouvent, dans la rencontre, une forme d'horizon universel. Alors que la convergence des luttes est la *reconnaissance* d'un objectif commun qui se dessine derrière la singularité des luttes, le nationalisme a pour enjeu l'*amalgame*, la réduction de l'autre à sa visée particularisante. On a deux logiques foncièrement différentes. Or, comme rhétoriquement l'amalgame peut se faire passer pour une forme de reconnaissance, il faut rester vigilant.

« Comment valoriser la pluralité des féminismes ? » : Compte rendu d'atelier

Mouna Belghomari & Leila Mouhib

Notre atelier portait sur la thématique « Comment valoriser la pluralité des féminismes ? », dans le cadre de la journée « Extrême droite et genre ».

Celui-ci était destiné à offrir un espace d'échange et de parole entre militant·es, associations, collectifs et citoyen·nes, mais également à valoriser l'existence d'identités plurielles et à mettre en lumière les luttes contre les discriminations.

Les participant·es étaient une vingtaine et plusieurs membres d'associations et étudiant·es étaient présent·es (une majorité de femmes tout de même). Après un tour de table qui nous a permis de faire rapidement connaissance et de savoir d'où chacun·e parlait, chacun·e a complété la phrase : « le féminisme parce que... ». Les termes *d'injustice*, *d'inégalité*, de *répartition inégale*, *d'allié·e*, de

patriarcat et de *capitalisme* sont revenus à plusieurs reprises pour compléter cette phrase.

Il nous paraissait important que les personnes présentes puissent prendre la parole librement. Pour les inciter à participer et à échanger, nous avons distribué des fiches contenant des mots (féminismeS, sororité, universalisme, féminisme musulman, intersectionnalité, décolonisation...) et leur avons demandé de choisir le mot qui leur parlait le plus et d'expliquer à l'ensemble du groupe ce que le mot leur évoquait.

Le terme « universalisme » a beaucoup fait réagir. Pour beaucoup, le terme étouffe la réalité des différentes femmes et il serait plus approprié de parler et de travailler sur le concept d'intersectionnalité afin de mettre en lumière tous les systèmes d'oppressions que les femmes subissent. Pour d'autres participant·es, le débat autour de l'universalisme est contre-productif : il s'agirait d'un clivage nourri par l'extrême droite qui empêche l'alliance entre toutes les femmes.

Le débat était riche et, quelles que fussent les visions du féminisme des participant·es, le constat commun fut celui-ci : le féminisme est universel, mais les chemins pour l'atteindre sont différents. D'autres éléments ont été mis en avant par les participant·es : la sororité ou plutôt l'adelphité doit être cultivée. L'importance de la mise en place de lieux où des femmes avec différentes réalités peuvent se rencontrer et s'exprimer (une plateforme nationale) a été soulignée. Cela permettrait également de visibiliser l'invisible et occasionnerait un changement.

Conclusions

Benoît Van der Meerschen

Secrétaire général du Centre d'Action Laïque

Avec l'irruption de plus de 200 députés identifiés à l'extrême droite au parlement européen, des ruptures du cordon sanitaire observées dans plusieurs communes du pays et le sentiment que, inlassablement assénée à coups de tweets ou posts divers, « *la colère des hommes remplit le monde* »³¹ dans cette société des caractères comptés et réducteurs, définitivement, les temps sont rudes pour ceux qui aiment la démocratie et l'État de droit.

Pour autant, fidèle à son devoir d'optimisme, pour le Centre d'Action laïque, ces temps nous obligent.

Comme l'a écrit Lucia De Brouckère, « *(le libre examinateur) ne peut se contenter comme certains le voudraient, de rechercher sa vérité. Il doit avoir le courage de la dire, de la défendre. Il doit être dans la*

31 Georges Bernanos.

mêlée et non au-dessus d'elle ». Avec l'extrême droite, ce sera sans concessions.

À ce titre, plusieurs balises doivent alors nous guider.

Premièrement, il importe de ne pas céder à un certain fatalisme, comme si la victoire de l'extrême droite était, aujourd'hui ou demain, en quelque sorte inéluctable. Car les temps sont avant tout ce que nous en ferons.

Pour ce faire, il nous faut reprendre notre bâton de pèlerin, aller à la rencontre des électeurs tentés par cette extrême droite et surtout ne pas les snober. Parfois, le simple sentiment de ne pas être reconnu peut pousser à des gestes d'humeur. Personne n'est idiot, un pareil jugement acterait un insupportable renoncement pour un Mouvement d'éducation permanente tel que le nôtre.

Ensuite, inlassablement, il nous faut décrypter, argumenter, contredire et, avec force et vigueur, dénoncer tout discours, toute éventuelle proposition ou tout texte contrevenant aux droits humains fondamentaux. Lorsqu'un État flirte ou vire à l'extrême droite, « *la machine à reculons des droits fondamentaux agit généralement par paliers* »³². Parmi ces derniers, le présent ouvrage en témoigne de façon lumineuse, très vite, les femmes sont et seront encore les premières visées...

Ces constats ont d'ailleurs amené le Centre d'Action Laïque à publier et distribuer de manière provocante à la population un faux journal d'extrême droite intitulé « Vraiment ». Il constitue une fiction qui se déroule dans un pays imaginaire « Dystonia » et se présente sous la forme de dépêches les discours, projets et décisions liberticides prises par un parti d'extrême droite « Juste Nous » arrivé récemment au

32 Alessia Manzi, « L'étau Meloni entre en action », *EDL*, 2023.

pouvoir. L'idée était de sortir des postures morales³³ et de sensibiliser pour faire réfléchir avant le vote. L'objectif était de bien faire comprendre que le vote pour l'extrême-droite est tout sauf anodin et que ses conséquences seront multiples et ce principalement pour les femmes³⁴.

Réhabiliter le Politique est aussi une priorité car les partis d'extrême droite se nourrissent de la faiblesse et des potentiels errements des autres acteurs politiques. Or plus que jamais nous avons besoin de citoyens qui s'investissent dans l'action politique, qui participent à la vie de la Cité. Pour la sauvegarde de notre démocratie, il est donc essentiel de sortir des logiques de tir au pigeon vis-à-vis des politiques³⁵ et d'expliquer sans relâche le rôle et l'apport de l'action politique comme des pouvoirs publics.

Il convient également de précieusement sauvegarder ce qui fonctionne avec tant de réussite du côté francophone du pays pour lutter contre l'extrême droite, à savoir le cordon sanitaire. Réaffirmé le 8 mai 2022 dans la nouvelle mouture de la Charte de la démocratie, ce principe n'a pour l'instant qu'une valeur politique. Importante certes mais donc réévaluable en fonction des desideratas des uns et des autres ce qui n'est pas sans danger³⁶

De même, tous les outils de l'État de droit doivent être utilisés : face à l'extrême droite, aller devant les juges ne doit plus être juste une option. Saisir la justice constitue en soi déjà un acte d'une grande force

33 L'extrême-droite, « c'est bien » versus « c'est pas bien ».

34 <https://vraiment.eu/>

35 Logiques dans lesquelles nous entraînent trop souvent les réseaux sociaux où le débat est trop vite remplacé par le combat comme le souligne Jean Birnbaum.

36 Après tout, cette Charte de la Démocratie a dû être réévaluée le 8 mai 2022 précisément en raison de la participation d'un président de parti francophone à un débat sur une télévision flamande avec le président du Vlaamse Belang.

symbolique qui permet le débat mais, de surcroît, la condamnation récente d'un ancien député du Vlaamse Belang nous démontre aussi que ce choix offensif de la saisine d'une instance impartiale peut amener à des résultats concrets.

Parce que « *la vérité est encore à faire ses lacets que le mensonge a déjà parcouru la moitié du globe* », le besoin est là, criant, de bénéficier de l'apport de tous ceux qui sont capables de décrypter notre monde. Les médias certainement, dont l'indépendance et les moyens doivent être préservés mais des artistes également. On l'a souvent vu au niveau local en France, lorsque l'extrême-droite arrive au pouvoir, la culture est une de ses premières cibles. Bref, nous devons préserver et amplifier ce perpétuel effort de l'artiste pour entamer les interdits et porter plus loin le domaine du licite. « *Un artiste a besoin de la liberté pour tout le monde ; un dictateur ou un intégriste, d'où qu'il vienne, a besoin de la liberté pour lui tout seul* »³⁷, ne l'oublions pas.

Enfin, il nous faut travailler le temps long. Certes, l'arbre qui tombe fait plus de bruit que l'herbe qui pousse mais le temps est une construction. À cet égard, ainsi que le souligne la Charte de la Démocratie précitée, promouvoir la démocratie et la citoyenneté passe par le système éducatif et, pour le centre d'Action Laïque, par un véritable cours de philosophie et de citoyenneté de deux heures.

Bien sûr, rien de tout cela isolément ne sera évidemment suffisant. On le sait, « *le lapin qui n'a qu'une seule issue à son terrier est forcément mal parti* »³⁸. Mais nous savons aussi que c'est en unissant nos efforts que l'on peut construire et, surtout, qu'on n'est jamais aussi fort qu'en étant fidèle à ses convictions : les questions de lutte contre les inégalités, l'attention à la classe moyenne pour contrer le sentiment de

37 Ali Erfan.

38 S.A. Cosby.

déclassement social, aborder les sujets qui nourrissent l'extrême-droite (et qui sont de vraies préoccupations citoyennes) avec des réponses qui ne s'inspirent pas des recettes de l'extrême-droite, l'exemplarité des pratiques lorsqu'on est dépositaire de l'action publique... Tout cela doit être traité.

« L'avenir est un présent que nous fait le passé »³⁹, à nous de ne pas le gâcher et, en ce sens, retenons ce que disait il y a déjà quelques décennies un ancien Président de la Ligue française des droits de l'Homme : « attaché depuis toujours aux principes universels de liberté et de justice entre les hommes et de paix entre les nations, je suis convaincu de plus en plus à l'heure présente, et pour les préserver, de la nécessité de l'intransigeance »⁴⁰.

39 André Malraux.

40 Daniel Meyer.

Table des matières

Avant-propos	5
<i>Benoît Van der Meerschen (Secrétaire général du Centre d'Action Laïque)</i>	
Introduction	9
<i>Jean Musway (CAL Charleroi)</i>	
Les partis d'extrême droite, pourfendeurs ou promoteurs des droits des femmes ?	13
<i>François Debras (Professeur associé à l'Université de Liège. Maître assistant à la Haute École Libre Mosane)</i>	
Les mouvements anti-genre en Europe : état des lieux	21
<i>Caroline Close & Clémence Deswert (Université libre de Bruxelles)</i>	
Le genre et les partis populistes de droite radicale	31
<i>Hilde Coffé (Université de Bath, Royaume-Uni)</i>	
LGBTQIA+ et droite radicale	41
<i>Romain Biesemans (Université libre de Bruxelles)</i>	
Lutter contre les discours anti-genre en Belgique : construire des solutions collectives	51
<i>Henry Maes (UCLouvain/VUB)</i>	
Le fémonationalisme : amalgame ou convergence des luttres ?	63
<i>Guillaume Lejeune (CAL Charleroi)</i>	

« Comment valoriser la pluralité des féminismes ? » : Compte rendu
d'atelier 71

Mouna Belghomari & Leila Mouhib

Conclusions 73

Benoît Van der Meerschen (Secrétaire général du Centre d'Action Laïque)

Centre d'Action Laïque
Campus de la Plaine ULB - CP 236
Boulevard de la Plaine
1050 Bruxelles

www.laicite.be

Décembre 2024

© Centre d'Action Laïque

Éditeur responsable : Benoît Van der Meerschen

Avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles





@ActionLaique

www.laicite.be



Centre d'Action Laïque
Libres, ensemble